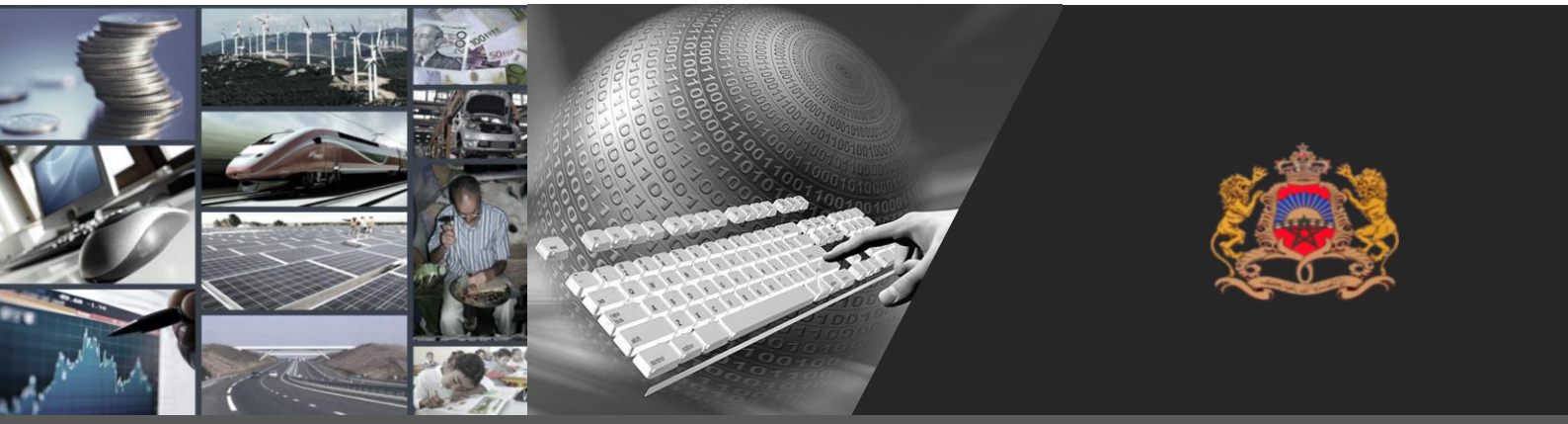
ROYAUME DU MAROC

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE



NOVEMBRE 2018

Données du mois de septembre 2018

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

FINANCES PUBLIQUES

DETTE DU TRESOR

MARCHÉ MONETAIRE

PRIX

ACTIVITE ET EMPLOI

NOTE DE CONJONCTURE

Direction du Trésor et des Finances Extérieures : **Novembre 2018**

PRINCIPAUX FAIT MARQUANTS :

CONJONCTURE INTERNATIONALE :

- *USA : Ralentissement de la croissance économique à 3,5% au T3-18, en rythme annualisé, contre 4,2% au trimestre précédent. Par ailleurs l'indice ISM du secteur manufacturier a reculé de 2,1 points pour revenir à 57,7 points et celui du secteur non manufacturier a baissé de 1,3 point pour s'établir à 60,3 points.*
- *ZONE EURO : D'après la première estimation de l'Eurostat, le taux de croissance économique au sein de la zone euro a marqué un ralentissement à+0,2% T/T au T3-18 contre +0,4% T/T au T2-18. Pour sa part, l'ISM composite a poursuivi son évolution baissière pour revenir à 53,1 points en octobre après 54,1 points un mois auparavant.*
- *PAYS EMERGENTS :*
  - *Ralentissement du taux de croissance en Chine à 6,5% au T3-18, en glissement annuel, contre 6,7% au T2-18 ;*
  - *Décélération de la croissance économique au Brésil à 1% au T2-18, en glissement annuel, contre +1,2% au trimestre précédent ;*
- *Hausse quasi généralisée des cours des produits de base au cours du mois d'octobre (Pétrole +2% par rapport à septembre ; Gasoil +3,9% ; Sucre +13% et Maïs +3,5%) ;*
- *Dépréciation de la globalité des principales places financières en octobre (-3,5% pour l'Euro Stoxx50, -4% pour le GDAXI, -3,4% pour le CAC40, -4,7% pour le MSCI-EM, -3,9% pour le S&P 500 et -5,6% pour le NASDAQ).*

CONJONCTURE NATIONALE :

- *Décélération de la croissance économique à 2,4% au T2-18 contre +4,5% au T2-17. Cette évolution provient à la fois d'un ralentissement du rythme de croissance du secteur agricole (+3% au lieu de +18,1%) et de celui des activités non agricoles (+2,4% au T2-18 contre +3% au T2-17) ;*
- *Réalisation d'une production céréalière de 103 M.Qx, en hausse de 7,3% par rapport à la campagne précédente ;*
- *Hausse de 3% de l'indice de la production industrielle, hors raffinage de pétrole, au T2-18 contre +1,7% au T2-17 ;*
- *Hausse de 2,3 points du TUC durant le T3-18, induisant une stabilité du TUC en moyenne des neuf premiers mois de l'année 2018 ;*
- *Hausses respectives de 6% et de 9,1% de la production des phosphates et de ses dérivés à fin septembre 2018 contre +22,2% et +29,3% il y a un an ;*
- *Hausse de 7,9% de la production nette locale d'électricité à fin septembre 2018 contre +3,3% un an auparavant ;*
- *Progression de 20% des ventes de ciment durant le mois de septembre 2018, limitant ainsi la baisse depuis le début de l'année à 2,7% au lieu de -6,9% à fin mars ;*
- *Progression des arrivées de touristes et des nuitées réalisées dans les hôtels classés de 7,9% et de 8,8% respectivement à fin septembre 2018 contre +8,9% et +15% un an auparavant ;*
- *Augmentation du déficit commercial de 10,5 MM.DH ou 7,4% à fin septembre suite à la progression de 9,6% des importations contre +11,3% pour les exportations ;*
- *Ponction de 16,5 MM.DH sur les RIN au terme des 9 premiers mois de l'année 2018 pour revenir à 224,5 MM.DH, permettant ainsi de couvrir 5 mois et 9 jours d'importations de biens et services ;*
- *Baisse du solde ordinaire de 2 MM.DH à fin septembre 2018, recouvrant une hausse de 3,9 MM.DH ou 2,5% des dépenses ordinaires et un repli des recettes ordinaires (- 1,9 MM.DH ou -1,1%) ;*
- *Hausse des crédits bancaires de 8,2 MM.DH au cours des 9 premiers mois de l'année 2018 contre +12 MM.DH il y a un an. Hors crédits à caractère financier, l'additionnel des crédits s'est établi à 20,2 MM.DH contre 25,3 MM.DH ;*
- *Hausse du taux d'inflation, en moyenne des 9 premiers mois, de 0,6% en 2017 à 2,1% en 2018. Cette évolution provient de l'accélération du rythme d'évolution, à la fois, des prix des produits alimentaires à 2,1% au lieu de -0,3% un an auparavant et de ceux des produits non alimentaires (+1,4% en 2017 à +1,8% en 2018);*
- *Baisse du taux de chômage de 0,6 pt à 10% au T3-18 aussi bien en milieu urbain (14,3% contre 14,9%) qu'en milieu rural (3,9% contre 4,6%), sous l'effet d'une nette amélioration du volume d'emploi (+1,7%) tandis que la population active n'a progressé que de 0,5%.;*

INTRODUCTION

Au cours du T3-18, l'économie marocaine a évolué dans un contexte international toujours fragile, marqué en particulier par le tassement de la croissance chez les principaux partenaires, le renchérissement du coût de l'énergie, l'exacerbation du protectionnisme et le resserrement des conditions de financement dans les pays émergents. Ainsi, le taux de croissance de la zone euro est revenu à +0,2% T/T au T3-18, son plus faible niveau depuis quatre ans, contre +0,4% au trimestre précédent. La croissance de l'activité économique aux États-Unis a ralenti à 3,5%, en rythme annualisé, au T3-18 et ce, après avoir enregistré au T2-18 son plus haut niveau depuis près de quatre ans (+4,2%). Au sein des pays émergents, la Chine a vu son taux de croissance revenir à 6,5%, en glissement annuel, au T3-18, son plus bas niveau depuis neuf ans, contre +6,7% au T2-18.

Compte tenu de ce contexte, et d'après son dernier rapport publié en octobre 2018, le Fonds Monétaire International (FMI) a revu à la baisse de 0,2 point ses prévisions de croissance mondiale pour 2018 pour les ramener à 3,7%, soit le même niveau de croissance enregistré en 2017. Au niveau des économies avancées, les prévisions de croissance économique ont été maintenues inchangées pour l'année 2018 à 2,4% contre +2,3% en 2017, recouvrant une baisse de 0,2 point des perspectives pour la zone euro (+2% en 2018 contre +2,4% en 2017) et une stabilisation de celles pour les USA (+2,9% contre +2,2%). Quant aux pays émergents, et en liaison avec l'intensification de tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, le FMI a abaissé de 0,2 point ses perspectives de croissance à +4,7% par rapport à l'édition du mois de juillet, soit le même taux de croissance enregistré en 2017.

Au niveau national, et après une année 2017 marquée par une accélération du niveau de croissance à 4,1%, cette dernière devrait revenir à un niveau autour de 3,5% en 2018. Ce résultat devrait traduire la réalisation d'une très bonne campagne agricole pour la deuxième année consécutive après la sècheresse de 2016, comme en témoigne la hausse limitée de la valeur ajoutée agricole de 2,8% en moyenne des deux premiers trimestres de l'année contre +16,4% un an auparavant. De leur côté, les activités non agricoles ont enregistré une reprise, certes modeste, avec un rythme de croissance de leur valeur ajoutée qui s'est établi à 2,9% en moyenne trimestrielle contre 2,5%.

Au niveau des principaux indicateurs de conjoncture, les évolutions constatées au terme neuf premiers mois de l'année demeurent globalement favorables. Ainsi, le secteur des mines a poursuivi sa bonne performance avec des hausses des productions de phosphate de 6% et de ses dérivés de 9,1%. Le taux d'utilisation des capacités de production industrielle a enregistré une hausse de 2,3 points au T3-18, induisant une quasi-stabilité en moyenne des neuf premiers mois de l'année au lieu d'une baisse de 1,3 point au S1-18. La progression de la production locale de l'électricité s'est accélérée à +7,9% contre +3,3% un an auparavant. Le secteur touristique a poursuivi sa bonne performance avec des hausses de 7,9% et de 8,8% respectivement des arrivées de touristes et des nuitées réalisées dans les hôtels classés. Le secteur des transports confirme sa bonne tenue, comme en témoignent les hausses de 10,2% du trafic aérien et de 3,4% du trafic portuaire. Enfin, et en liaison avec la hausse de 20% des ventes de ciment en septembre, la baisse cumulée depuis le début de l'année s'est limitée à 2,7% contre -6,9% à fin mars.

Au niveau du secteur extérieur, le déficit commercial a enregistré une hausse de 10,5 MM.DH ou 7,4% à fin septembre 2018 pour atteindre 151,2 MM.DH. Cette évolution résulte de l'augmentation de 20,6 MM.DH ou 11,3% des exportations plus rapide que celles des importations (+31 MM.DH ou +9,6%), induisant ainsi une amélioration de 0,9 point du taux de couverture pour atteindre 57,2%.

De leur côté, les recettes voyage et les transferts des MRE ont enregistré des baisses de 1% et 0,2% respectivement. Ces deux postes n'ont permis de couvrir que 69,2% du déficit commercial

contre 75% à fin septembre 2017. Par ailleurs, les recettes des investissements directs étrangers ont affiché une progression de 2 MM.DH ou 8% pour atteindre 27,5 MM.DH.

Compte tenu de ces éléments, les réserves internationales nettes (RIN) ont enregistré une ponction de 16,5 MM.DH ou 6,8% à fin septembre 2018, pour revenir à 224,5 MM.DH. Ce niveau permet de couvrir l'équivalent de 5 mois et 9 jours d'importations de biens et services. Notons à ce titre que les avoirs extérieurs des banques ont augmenté de 4 MM.DH à fin septembre 2018 après leur forte hausse de 29,5 MM.DH à fin 2017.

Au niveau des finances publiques, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir une hausse du déficit budgétaire passant de 22,9 MM.DH à fin septembre 2017 à 25,9 MM.DH à fin septembre 2018. Cette évolution a été induite essentiellement par l'augmentation des subventions du gaz butane, la baisse des dons des pays du CCG et la moins value au titre des recettes de l'IS, sachant que les dépenses au titre des biens et services sont demeurées maitrisées. Compte tenu de la baisse de 3,2 MM.DH des dépenses en instance de paiement et d'un solde positif de 5,5 MM.DH des comptes spéciaux du Trésor, le besoin de financement s'est établi à 29,2 MM.DH contre 28,8 MM.DH il y a un an. Ce dernier a été couvert par le marché intérieur pour un montant de 33,2 MM.DH tandis que les financements extérieurs ont enregistré un flux négatif de 3,9 MM.DH.

Pour ce qui est du secteur monétaire, l'agrégat M3 a enregistré une hausse de 19 MM.DH ou 1,5% au cours des neuf premiers mois de l'année 2018 contre +41 MM.DH ou +3,4% à la même période de l'année précédente pour atteindre 1.287,4 MM.DH. Cette création monétaire est attribuée principalement aux hausses des créances nettes des ID sur l'AC (+18,6 MM.DH ou +11,1%), des créances sur l'économie (+13 MM.DH ou 1,3%) ainsi que des autres contreparties de M3 (+8,4 MM.DH ou 11,7%). Ces évolutions reflètent des contributions positives à la création monétaire de 3,2 points globalement. En revanche, les réserves internationales nettes ont accusé une baisse de 16,4 MM.DH ou 6,8%, soit une contribution négative à la création monétaire de 1,3 point. De leur côté, les ressources à caractère non monétaire ont augmenté de 4,7 MM.DH ou 2,3% avec une contribution négative de 0,4 point.

S'agissant des crédits bancaires, ils ont augmenté de 8,2 MM.DH ou +1% contre +12,1 MM.DH ou +1,5% un an auparavant. Compte non tenu des crédits à caractère financier, l'additionnel des crédits bancaires ressort à 20,2 MM.DH ou 2,8% contre 25,3 MM.DH ou 3,6%, soit un rythme de croissance légèrement en deçà du niveau de 4% prévu par BAM au titre de l'année 2018.

Parallèlement, **le déficit de liquidité bancaire** a atteint 75,2 MM.DH en septembre contre 42 MM.DH en début d'année, sous l'effet de la poursuite de la baisse des RIN et la hausse de la circulation fiduciaire.

Au niveau des prix, et en moyenne des neuf premiers mois, le taux d'inflation a connu une accélération en passant de 0,6% en 2017 à 2,1% en 2018. Cette évolution provient de l'accélération du rythme d'évolution, à la fois, des prix des produits alimentaires à 2,1% au lieu de -0,3% un an auparavant et de ceux des produits non alimentaires (+1,4% en 2017 à +1,8% en 2018).

En ce qui concerne le marché de l'emploi, l'économie nationale a créé 122 mille postes entre le T3-17 et le T3-18, dont 118 mille en milieu urbain et 4 mille en milieu rural. Le taux de chômage s'est ainsi amélioré de de 0,6 point pour revenir à 10% au niveau national. Selon le milieu de résidence, ce taux a reculé de 0,6 point en milieu urbain pour s'établir à 14,3% suite à la baisse du taux chômage parmi les personnes ayant un diplôme (-1 point à 18,9%), les personnes âgées entre 35 et 44 ans (-0,6 point à 6,8%), celles âgées entre 25 et 34 ans (-0,5 point à 20,8%) et entre 15 et 24 ans (-0,5 point à 44,7%). En milieu rural, ce taux s'est replié de 0,7 point pour revenir à 3,9% sous l'effet d'une baisse du chômage parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 (-2,3 points à 11,1%) et les personnes ayant un diplôme (-1,7 point à 10,6%).

I- CONTEXTE INTERNATIONAL :

Abaissement des perspectives de la croissance mondiale…

Dans un contexte international incertain marqué particulièrement par une montée du protectionnisme, l'accroissement des conflits commerciaux et l'incertitude politique dans plusieurs pays, le Fonds Monétaire International (FMI) a procédé dans son dernier rapport sur les perspectives de l'économie mondiale (WEO) publié en octobre à une révision à la baisse de la croissance pour l'année 2018 de 0,2 point par rapport à l'édition du mois de juillet, pour la ramener à 3,7%, soit le même niveau de croissance enregistré en 2017.

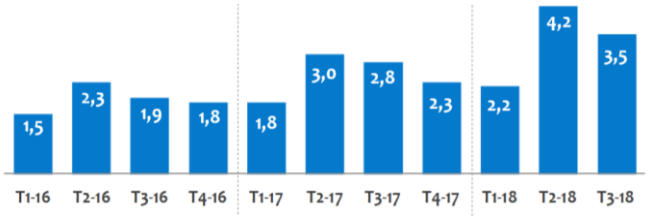
Au niveau des économies avancées, le FMI a maintenu inchangées ses prévisions de croissance économique pour l'année 2018 à 2,4% contre +2,3% en 2017. Ainsi, et en comparaison avec l'année 2017, la croissance économique devrait s'accélérer de 0,7 point aux États-Unis pour atteindre +2,9% en 2018, sous l'effet notamment des retombées positives de la réforme fiscale conjuguées à une demande finale privée robuste. Par contre, la croissance devrait fléchir dans plusieurs pays, particulièrement au sein de la zone euro (+2% en 2018 contre +2,4% en 2017), au Royaume-Unis (+1,4% contre +1,7%) et au Japon (+1,1% contre +1,7%).

Pour ce qui est des pays émergents, et en liaison avec l'intensification de tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, le FMI a abaissé de 0,2 point ses perspectives de croissance à +4,7% par rapport à l'édition du mois de juillet, soit le même taux de croissance enregistré en 2017. En effet, la croissance économique devrait ralentir en Chine à +6,6% en 2018 contre +6,9% en 2017. En revanche, l'Inde devrait enregistrer une accélération de son taux de croissance à +7,3% contre +6,7% en 2017, soit le niveau le plus élevé parmi les pays émergents. De même, la croissance économique devrait s'accélérer de 0,4 point au Brésil (+1,4%) et de 0,2 point en Russie (+1,7%).

Croissance économique soutenue aux États-Unis …

Au titre de la première estimation du département de commerce américain, la croissance économique demeure solide malgré son ralentissement à 3,5% au T3-18, en rythme annualisé, contre 4,2% au T2-18. Cette évolution recouvre, d'un côté, de bonnes dynamiques de l'investissement privé (+12% contre -0,5% au T2-18) et de la consommation des ménages (+4% contre +3,8%) et de l'autre, une contraction des exportations (-3,5% au lieu de +9,3%) et une augmentation des importations (+9,1% au lieu de -0,6%), portant ainsi la contribution négative du commerce extérieur à 1,8 point au lieu d'une contribution positive de 1,2 point au T2-18.

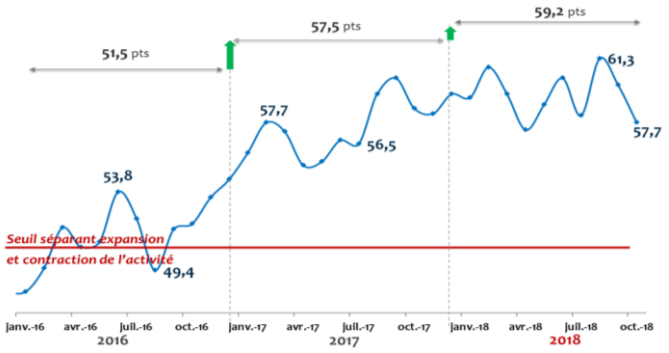
Produit intérieur brut USA - Rythme annualisé en % -



Source: United States Department of Labor

Parallèlement, les indicateurs avancés ont affiché une baisse en octobre, comme en témoigne les reculs des indices ISM manufacturier de 2,1 points et ISM non manufacturier de 1,3 point.

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points –

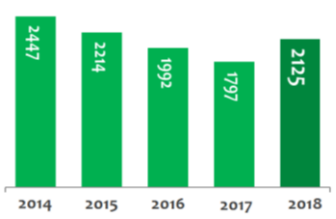


Source: Institute for Supply Management

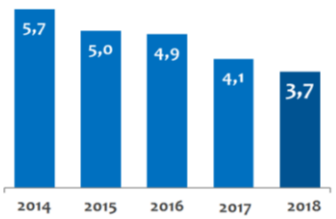
Pour ce qui est du marché de l'emploi, le taux de chômage est resté stable à 3,7% en octobre, son plus bas niveau depuis 48 ans, contre 4,1% à fin décembre. Les créations d'emplois non agricoles se sont en effet accélérées pour cumuler 2.125 milles postes au cours des dix premiers mois de l'année 2018 au lieu de 1.797 mille un an auparavant.

Emploi et Chômage USA

Création d'emploi non agricole
cumulé à fin octobre- En milliers -



Taux de chômage
Octobre- En % -



Source: United States Department of Labor

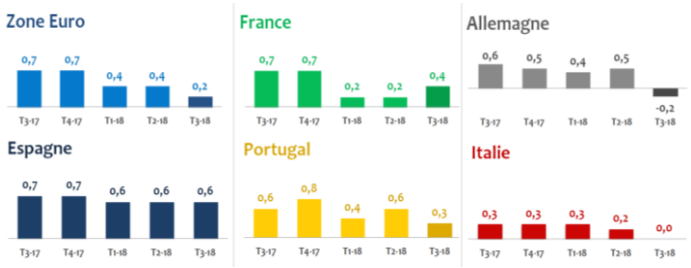
Croissance économique atone au sein de la zone euro…

D'après l'Eurostat, et compte tenu de l'accroissement des tensions commerciales internationales et de l'instabilité politique en Italie, le taux de croissance économique de la zone euro a accusé un net ralentissement à +0,2% T/T au T3-18, son plus faible rythme de croissance depuis quatre ans, contre +0,4% au trimestre précédent.

Cette évolution est imputable particulièrement à la contraction de la croissance en Allemagne, locomotive économique de la zone euro, (-0,2% T/T contre +0,5% au T2-18), à la stagnation en

Italie (0,0% T/T contre +0,2% T/T) et au ralentissement au Portugal (+0,3% T/T contre +0,6% T/T). De son côté, l'Espagne a maintenu un taux de croissance de 0,6% T/T pour le troisième trimestre consécutif et seule la France a pu améliorer son taux de croissance de 0,2 point pour ressortir à +0,4% T/T.

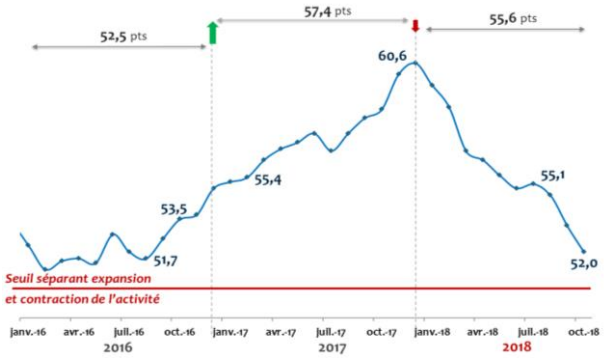
Produit intérieur brut Zone Euro - en %-



Source : Eurostat

L'évolution des indicateurs avancés au titre du mois d'octobre confirme ce ralentissement de l'activité économique, comme en témoigne la poursuite de la baisse de l'indice PMI « composite » qui est revenu à 53,1 points, son plus bas niveau depuis deux ans, après 54,1 points en septembre. Cette évolution reflète les baisses des indices PMI manufacturier de 1,2 point à 52 points et du PMI non manufacturier de 1 point à 53,7 points.

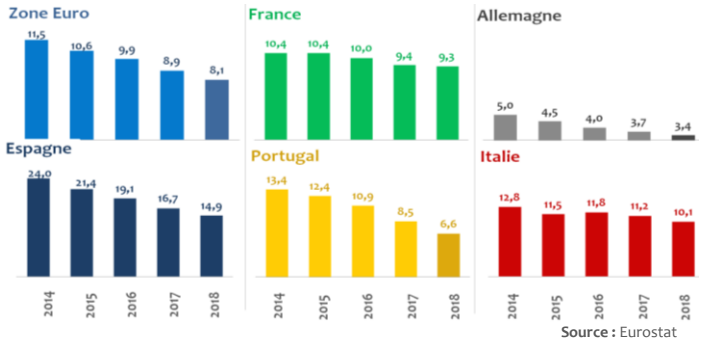
Indice PMI « Manufacturier » Zone Euro - En points –



Source: PMI Markit Survey Ticker

En dépit de cette situation, le marché de l'emploi a poursuivi son amélioration graduelle, comme en atteste la baisse du taux de chômage de la zone euro à 8,1% au terme du mois d'août, son plus bas niveau depuis novembre 2008, contre 8,6% au terme de l'année 2017 et 8,9% au même mois de l'année précédente. Par rapport à fin 2017, le taux de chômage a reculé de 1,6 point en Espagne (14,9%), de 1,3 point au Portugal (6,6%), de 0,8 point en Italie (10,1%) et de 0,2 point en Allemagne (3,4%). Par contre, ce taux a légèrement augmenté de 0,2 point en France pour atteindre 9,3%.

Taux de chômage Zone euro en Septembre- En % -



Source : Eurostat

Ralentissement de la croissance économique chinoise…

En Chine, la croissance économique a affiché un ralentissement à 6,5% au T3-18, en glissement annuel, sa plus faible performance depuis neuf ans, contre +6,7% au T2-18 et +6,8% au T1-18. L'activité économique a ainsi pâti des conséquences de l'assainissement du secteur financier, du durcissement des conditions de crédit ainsi que des tensions commerciales avec les Etats-Unis. En effet, la production industrielle a ralenti à +6% au T3-18 contre +6,6% au trimestre précédent alors que les investissements ont maintenu leur hausse à 5,4% à fin septembre, leur plus faible performance historique.

Pour ce qui est du **Brésil,** la croissance économique a légèrement ralenti à 1% au T2-18, en glissement annuel, après 1,2% au trimestre précédent. Cette évolution est attribuée à l'accentuation des incertitudes politiques dans le pays ainsi qu'à la grève des transporteurs routiers ayant paralysé le pays en mai. L'évolution de l'indice PMI composite augure de la poursuite de ce ralentissement avec un niveau passant de 49,1 points en moyenne au T2-18 à 48,5 points au T3-18.

Enfin, **l'économie indienne** a affiché une nette accélération de sa croissance pour atteindre 8% au T2-18, en glissement annuel, contre +7,6% au T1-18. Cette performance a été soutenue principalement par la bonne tenue de l'industrie manufacturière et la demande intérieure. De même, l'indice PMI composite s'est accéléré en passant de 51,9 points en moyenne au T2-18 à 52,7 points au T3-18.

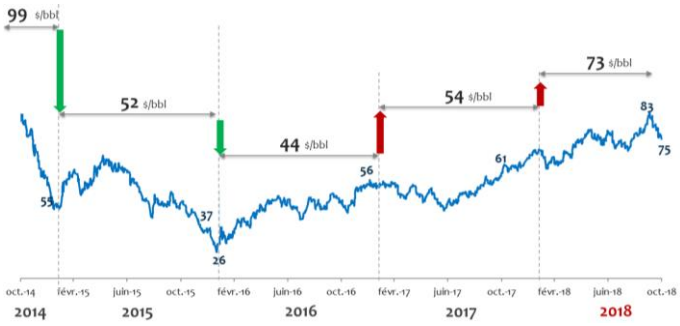
Renchérissement des cours des produits de base…

Au titre du mois d'octobre, les cours des produits énergétiques ont emprunté une trajectoire ascendante, comme en témoigne la hausse de 1,3% de l'indice synthétique y afférent. Parallèlement, et après cinq mois de baisses consécutives, l'indice synthétique des autres produits a enregistré un accroissement 1,2%.

En effet, les cours du pétrole ont confirmé leur évolution haussière en octobre pour ressortir à 80,4 $/bbl en moyenne, en accroissement de 2% par rapport au mois de septembre. Cette progression s'explique, entre autre, par l'annonce des États-Unis de la reprise des sanctions sur l'Iran. Parallèlement, il convient de signaler que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a fortement revu à la baisse de 110.000 barils par jour (mbj) ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour les ramener à 1,3 million de barils par jour en 2018, puis à 1,4 mbj en 2019.

Par rapport au début de l'année, les cours du pétrole ont augmenté de 25,7%. En moyenne des dix premiers mois de l'année, ces prix se sont établis à 73,1 $/bbl en 2018 contre 52,6 $/bbl au cours de la même période en 2017, soit un accroissement de 39%.

Prix du Pétrole - En $ / baril –



Source : Bloomberg

S'agissant du gaz butane, les cours ont fléchi de 4,5% en octobre pour revenir à 609,3 $/T en moyenne, ramenant ainsi leur progression depuis le début de l'année à +8,8%. En moyenne des dix premiers mois de l'année, ces prix se sont établis à 541,3 $/T, en hausse de 20,5% par rapport aux niveaux pratiqués à la même période il y a un an.

Pour ce qui est des denrées alimentaires, et après cinq mois de baisses consécutives, les cours ont renoué avec la hausse en octobre, comme en atteste l'appréciation de 0,6% de l'indice synthétique y afférent. En effet, les prix ont affiché des hausses mensuelles de 13% pour le sucre (278 $/T en moyenne en octobre), de 3,5% pour le maïs (160 $/T) et de 1% pour le riz (397 $/T). En revanche, les prix ont reculé de 1,1% pour le blé tendre français (235 $/T) et de 0,7% pour le blé tendre américain (239 $/T).

Concernant les cours principaux métaux de base, ils se sont appréciés de 9,8% par rapport à septembre pour le zinc (2.674 $/T), de 2,8% pour le cuivre (6.220 $/T) et de 0,2% pour l'aluminium (2.030 $/T). Par contre, les prix ont fléchi de 1,7% pour le plomb (1.988 $/T) et de 1,6% pour le Nickel (12.315 $/T).

Quant au marché mondial des phosphates et dérivés, les prix de la roche ont enregistré une hausse mensuelle de 4,3% pour atteindre 91,2 $/T en octobre, portant ainsi leur évolution par rapport au début de l'année à 14,1%. Du côté des dérivés de phosphates, les prix se sont appréciés de 2,4% pour le TSP (385 $/T en octobre) alors qu'ils se sont légèrement contractés de 0,2% pour le DAP (421 $/T). Par rapport au début de l'année, ces prix ont enregistré des évolutions positives de 24,6% et 17,8% respectivement.

La remontée de l'aversion au risque tire les indices boursiers à la baisse en octobre…

Les principales places financières ont vu leurs indices boursiers s'inscrire en baisse en octobre avec l'installation d'un climat d'incertitude lié notamment à des facteurs politiques (Brexit, Italie…) ainsi qu'à l'accroissement des tensions commerciales qui continuent à peser sur les marchés financiers.

En effet, les indices boursiers américains NASDAQ et $S\&P^{500}$ se sont repliés respectivement de 5,6% et 3,9% en octobre, ramenant ainsi leurs performances annuelles à +9,3% et +4,5%.

Les places financières européennes, pénalisées par l'instabilité politique en Italie et par des risques de dégradations par les agences de notation, ont confirmé leur évolution baissière, avec une dépréciation de 3,5% en octobre de l'indice $EuroStoxx^{50}$. La contre-performance observée depuis le début de l'année a ainsi été portée à -9%. Ces baisses mensuelles ont particulièrement concerné le $GDAXI^{Francfort}$ (-4%), le CAC40 (-3,4%) et l'$IBEX^{Madrid}$ (-4%), portant ainsi leurs contre-performances depuis le début de l'année à -10,9%, -3,8% et -11,7% respectivement.

Pour sa part, et en liaison notamment avec le ralentissement de la croissance économique en Chine, l'indice boursier émergent MSCI-EM a maintenu son trend baissier pour se replier de 4,7% par rapport au mois de septembre, ramenant ainsi sa contre-performance annuelle à -12,9%.

II- CONTEXTE NATIONAL :

Décélération de la croissance au T2-18…

Au titre du T2-18, les résultats des comptes nationaux trimestriels font ressortir une décélération du rythme de croissance de l'économie nationale à 2,4% contre +4,5% au T2-17. Cette évolution est liée particulièrement à la réalisation d'une très bonne campagne agricole pour la deuxième année successive après la sécheresse de 2016. De leur côté, les activités non agricoles ont affiché un léger ralentissement de leur rythme de croissance.

Taux de croissance du PIB et du PIB non agricole - En % -

Source : Haut-Commissariat au Plan

Ainsi, la valeur ajoutée du secteur agricole a mécaniquement enregistré une hausse limitée à 3% au T2-18 au lieu de +18,1% au même trimestre de l'année précédente.

Quant aux activités non agricoles, le rythme de croissance de leur valeur ajoutée s'est atténué pour s'établir à 2,4% contre 3% au T2-17. Cette évolution s'explique par les performances négatives des secteurs de la pêche (-13,3% contre -9,5%) et de l'industrie d'extraction (-1,1% contre +26,1%). Par ailleurs, force est de constater que d'autres secteurs ont enregistré une accélération de leurs taux de croissance, en l'occurrence les industries de transformation (+2,7% contre +2,5%), le BTP (+0,9% contre -0,6%), le transport (+5% contre +3,3%), le commerce (+4,2% contre +2,9%) et les postes et télécommunications (+2,5% contre +0,7%). Enfin, et malgré leur ralentissement, la croissance demeure favorable au niveau des secteurs des hôtels et restaurants (+6,1% contre +13,5%) et d'électricité et eau (+3,1% contre +5,4%).

Parallèlement, la croissance de la valeur ajoutée du poste Impôts sur les produits nets de subventions est revenue à 1,8% contre 2% un an auparavant. Ainsi, la croissance du PIB non agricole s'est élevé à 2,3% contre 2,5% au T2-17.

Quant au PIB nominal, il a enregistré une hausse de 4,2%, laissant apparaître une hausse de 1,8% du niveau général des prix au T2-18 au lieu de +0,7% au T2-17.

Consolidation de la contribution de la demande intérieure…

Durant le T2-18, la contribution de la demande intérieure à la croissance économique s'est établie à 2,1 points au lieu de 3,9 points durant le même trimestre un an auparavant. En effet, le rythme de progression de la demande intérieure s'est atténué à 2%, recouvrant une quasi-stagnation de l'investissement (+0,1% contre +2,8%) et une décélération des dépenses de consommation aussi bien des ménages (+3,3% contre +4,6%) que des administrations publiques (+1% contre +1,6%).

En termes de contributions, l'investissement a eu un effet quasi neutre sur la croissance au T2-18 contre +0,9 point durant le même trimestre de l'année précédente. Pour sa part, la contribution de la consommation des ménages est revenue de 2,6 points à 1,9 point d'un trimestre à l'autre tandis que celle des administrations publiques est restée quasi-stable autour de 0,2 point.

Une contribution positive du solde des échanges extérieurs…

La contribution des échanges extérieurs de biens et services est revenue de +0,6 point au T2-17 à +0,3 point au T2-18. Cette évolution traduit le ralentissement du rythme de croissance aussi bien des importations (+4,9% contre +5,3%) que des exportations (+6,7% contre +8,6%).

Contribution à la croissance de Consommation/Investissement/ Echanges extérieurs - En points –

Source : Haut-Commissariat au Plan

Une récolte céréalière dépassant les 100 M.Qx pour la 2ème année consécutive…

En dépit d'une arrivée très tardive des pluies d'automne, les précipitations exceptionnelles des mois de janvier, mars et avril 2018 ont permis de résorber complétement le déficit pluviométrique évalué à 61% en début de campagne. Ainsi, le cumul pluviométrique a atteint 432,3 mm à fin août 2018, en hausse de 12% par rapport à une année normale et de 32% par rapport à la campagne précédente.

Les derniers résultats relatifs à la campagne 2017-18 font ressortir les évolutions ci-dessous :

- ▲ **Céréales :** La production a atteint près de 103 M.Qx, troisième meilleure performance depuis le lancement du PMV, en hausse de 7% par rapport à la campagne précédente.

  Outre les conditions climatiques favorables, ce résultat est attribué en particulier au renforcement de l'utilisation des semences sélectionnées et à la généralisation progressive de la mécanisation. Ainsi, les rendements moyens ont atteint un record de 22,9 Qx/ha, en hausse de 27% par rapport à l'année précédente et de 7% par rapport au pic de production historique de 115 M.Qx en 2014/15. Cette performance est d'autant plus remarquable que la superficie semée en céréales a diminué, passant de 5,4 à 4,5 millions d'hectares, d'une campagne à l'autre ;
- ▲ **Légumineuses :** La production a atteint 282 milles tonnes, en hausse de 26,4% par rapport à la campagne précédente ;
- ▲ **Oléagineuses :** La production a augmenté de 7% pour atteindre 64 milles tonnes sur une superficie de 32 milles hectares ;

- ▲ **Cultures sucrières :** Les productions de betterave et de canne à sucre ont progressé de 15% et 8% respectivement, permettant ainsi de couvrir 46% des besoins nationaux en sucre ;
- ▼ **Cultures maraichères :** La production est revenue à près de 2,57 millions de tonnes, en baisse de 16% par rapport à la campagne précédente. A noter que cette production reste dominée par les cultures de saison à hauteur de 73% suivi par les primeurs avec 26% ;
- ▲ **Olives :** La production a atteint un volume record de 1,56 millions de tonnes, en hausse de 50% par rapport à la campagne précédente ;
- ▼ **Agrumes :** La production s'est limitée à 2,27 millions de tonnes, en baisse de 3,8% attribuable en particulier à l'effet conjugué de vagues de froid (entre décembre et février) et de chaleur en mars et avril au niveau de certains périmètres agrumicoles ;
- ▼ **Dattes :** La production est revenue à 111,7 milles tonnes, en baisse de 13,8% par rapport à l'année précédente. Cette production a été réalisée sur une superficie de 59,1 milles hectares avec un rendement moyen de 2,39 tonnes/ha ;
- ▲ **Elevage :** Progression de 2% de la production de viandes rouges, sous l'effet notamment de la succession de deux très bonnes années agricoles et de l'intensification des efforts d'amélioration génétique. Il en est de même de la filière avicole avec des hausses de 13,1% de la production de viandes blanches et de 28,6% des œufs. Pour la filière laitière, la production a affiché une hausse de 2% pour atteindre 2,55 MM de litres et ce, malgré les difficultés de commercialisation de certaines marques depuis le mois d'avril. Enfin, la production de miel a augmenté de 6,1% pour atteindre 6,1 milles tonnes.

Compte tenu de ces évolutions, la croissance de la valeur ajoutée agricole devrait atteindre un niveau autour de 3,7% en 2018 contre 15,4% en 2017.

Une campagne agricole 2018/19 prometteuse…

Le lancement de la nouvelle campagne agricole 2018/19 s'annonce très favorable. Ainsi, le cumul pluviométrique national a atteint 108,8 mm à fin octobre 2018, soit des hausses de 162% par rapport à une année normale et de 673% par rapport à la campagne précédente. De même, la réserve des barrages à usage agricole a atteint 7,4 MM.m^3 contre 4,4 MM.m^3 à fin octobre 2017, soit un taux de remplissage de 56% contre 33%.

Une série de mesures ont été annoncées portant essentiellement sur la commercialisation à des prix subventionnés de 2,2 M.Qx de semences sélectionnées et l'allocation de 680 milles tonnes d'engrais. Par ailleurs, des allocations hydriques pour un volume de 3.37 MM.m^3 seront planifiées en vue de faciliter le démarrage précoce les cultures céréalières et sucrières, et de soutenir l'arboriculture fruitière.

En termes de résultats prévisionnels, la production agrumicole devrait atteindre 2,62 millions de tonnes, en hausse de 20,2% par rapport à la campagne précédente. Notons que les superficies agrumicoles ont augmenté de 1525 ha pour atteindre près de 128 milles hectares. De même, la production oléicole devrait atteindre 1,9 millions de tonnes, en hausse de 22% par rapport à la campagne précédente. A noter que la superficie consacrée aux olives a atteint 1,073 millions d'hectares, dont 937.000 ha déjà productive.

Performances globalement positives des activités non agricoles…

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, des performances positives et des signes de reprise ont été enregistrées au niveau des principaux secteurs économiques à l'exception des activités liées à la pêche et du BTP.

- ▼ **Pêche côtière et artisanale :** En liaison avec l'application du repos biologique pour certaines espèces et le renforcement du dispositif de lutte contre la pêche illicite, les volumes des débarquements ont reculé de 5,1% à fin septembre 2018 contre -5,7% un an auparavant, traduisant principalement des reculs des captures du poisson blanc (-13,6%), du poisson pélagique (-4,7%) et des céphalopodes (-1,3%). Par ailleurs, la valorisation des captures a enregistré une hausse de 10,9% contre +6,8% un an auparavant, tirée principalement par la progression de 31,3% de la valorisation des céphalopodes.

  Par destination, les captures acheminées vers la conserverie ont progressé de 36,8% pour représenter 26,3% du total des débarquements. En revanche, les volumes destinés à l'industrie et la consommation ont baissé respectivement de 68,3% et 9,4%, ramenant leurs poids dans le total des captures à 3,7% et 26,1%.
- ▲ **Secteur minier :** La production de phosphates s'est améliorée de 6% à fin septembre 2018 contre +22,2% durant la même période de l'année précédente. De même, la production des dérivés de phosphates a progressé de 9,1% contre 29,3%, résultat d'une hausse de 8,5% de la production de l'acide phosphorique et de 9,5% de celle des engrais naturels et chimiques.

HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRE DU GROUPE OCP AU S1-18

Au titre du S1-18, le chiffre d'affaire du Groupe OCP a progressé de 15% pour atteindre 26,6 MM.DH. Cette bonne performance est attribuée principalement aux hausses des ventes sur les segments des engrais et de l'acide phosphorique de 21% et 17% respectivement.

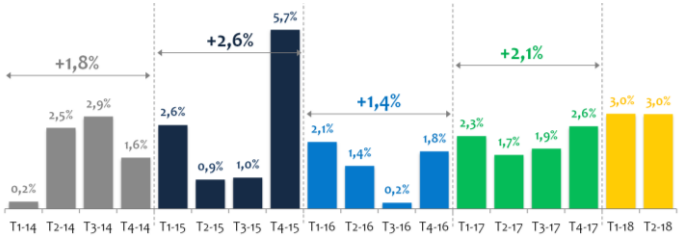
Le Groupe OCP a également bénéficié de l'augmentation de sa capacité de production suite au lancement en avril de sa 4ème usine d'engrais ainsi que de la montée en charge du pipeline qui a permis de réaliser des économies de coûts de 1,1 MM.DH au cours du S1-18.

La finalisation de la première phase du programme de développement industriel a ainsi permis au groupe d'accroître son leadership en matière de coûts et de renforcer sa flexibilité industrielle, permettant d'approvisionner les régions traditionnellement importatrices dans le monde, tout en créant et en développant la demande sur de nouveaux marchés en croissance.

En termes de perspectives, le Groupe OCP estime qu'il restera bien positionné et qu'il réalisera des performances supérieures à la moyenne du secteur grâce à ses avantages compétitifs ainsi qu'à l'efficacité opérationnelle de son programme d'investissement. Le Groupe a également annoncé que la demande devrait rester forte tout au long du S2-18.

▲ **Secteur industriel :** L'indice de la production industrielle, hors raffinage de pétrole, a progressé de 3% au T2-18 en glissement annuel. Les principales hausses ont concerné les « papiers et cartons » (+17,8%), les « autres produits minéraux non métalliques » (+7,5%), les « autres matériels de transport» (+18,7%) et « l'industrie automobile » (+5,4%). En revanche, des baisses ont été enregistrées au niveau des « produits en caoutchouc ou en plastique « (-7,9%) et des « produits de travail du bois » (-6,2%).

Indice de la production industrielle - Hors raffinage de pétrole - En % -



Source : Haut-Commissariat au Plan

Parallèlement, et selon les résultats de l'enquête mensuelle de BAM, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle a enregistré une hausse de 2,3 points durant le T3-18, induisant une stabilisation de son niveau à 60,9% depuis le début de l'année. Cette évolution recouvre, d'une part, une hausse de 3 points du TUC des industries de textile et cuir et, d'autre part, des baisses de 2 points de celui des industries mécaniques et métallurgiques et de 1,1 point des industries agroalimentaires.

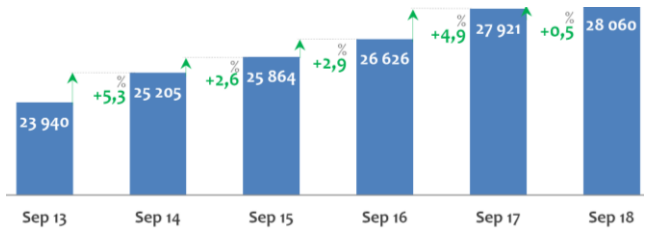
Taux d'utilisation des capacités de production industrielle - En % -

Source : Bank Al-Maghrib

▲ **Secteur énergétique :** La production appelée nette locale d'électricité a augmenté de 7,3% à fin septembre 2018 contre +3,3% un auparavant. Cette évolution traduit des progressions de 4,4% de la production de l'ONEE, de 7,2% de la production concessionnelle et de 67,5% de celle relative aux énergies renouvelables.

En revanche, le volume des importations a accusé un repli de 33,5% à fin septembre 2018. Ainsi, la production nette d'électricité n'a enregistré qu'une légère hausse de 0,5% contre +4,9% un an auparavant.

Production nette d'électricité - En GWh -

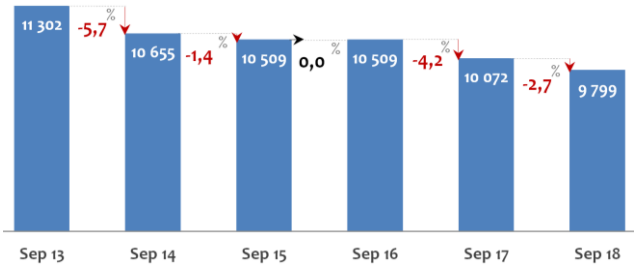


Source : Office national de l'électricité et de l'eau potable

D'un autre côté, la consommation d'électricité a baissé de 1,5% à fin septembre 2018 au lieu de +4,1% durant la même période un an auparavant, en liaison avec le repli de la consommation d'électricité à THT et HT (-16,6%). Par contre, la consommation d'électricité à MT progressé de 2,3% alors que la consommation résidentielle s'est quasiment stabilisée par rapport à son niveau de l'année précédente (+0,3%).

▼ **BTP :** En dépit de leur sensible hausse de 20% en septembre, en liaison avec la reprise des chantiers après la période de l'Aid Al Adha, les ventes cumulées de ciment depuis le début de l'année se maintiennent en baisse, qui s'est toutefois limitée à 2,7% à fin septembre 2018 contre -6,9% à fin mars.

Ventes de ciments - En tonne-



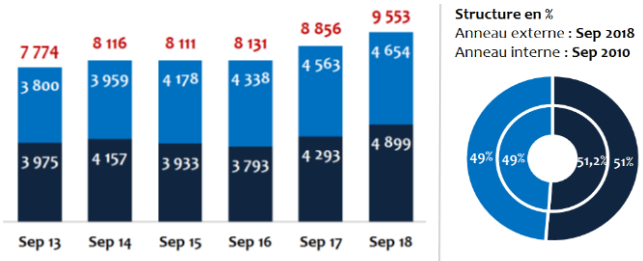
Source : Association Professionnelle des Cimentiers

Les crédits bancaires accordés au secteur ont progressé de 514 MM.DH ou 2% au terme des neuf premiers mois de l'année 2018 au lieu de +8,3 MM.DH ou +3,4% durant la même période un an auparavant. Cette évolution recouvre une poursuite de la hausse des crédits alloués à l'habitat (+5,2 MM.DH ou +2,6% contre +6,2 MM.DH ou +3,3%) et une baisse de ceux alloués à la promotion immobilière (-296 M.DH ou -0,5% contre +3 MM.DH ou +5,3%).

▲ **Tourisme :** L'activité a poursuivi son évolution favorable avec une progression de 7,9% du nombre d'arrivées de touristes aux postes frontières à fin septembre 2018 contre +8,9% un an auparavant pour atteindre 9.553 mille visiteurs. Cette performance est imputable à la sensible hausse de 14,1% des arrivées de touristes étrangers tandis que celles des MRE n'ont progressé que de 2%.

Des évolutions positives ont été enregistrées au niveau des principaux marchés émetteurs, notamment, l'Italie (+14%), les Etats-Unis (+14%), l'Allemagne (+10%), la France (+7%), l'Espagne (+5%) et la Hollande (+6%).

Arrivées de touristes -en milliers- MRE / TES / Total



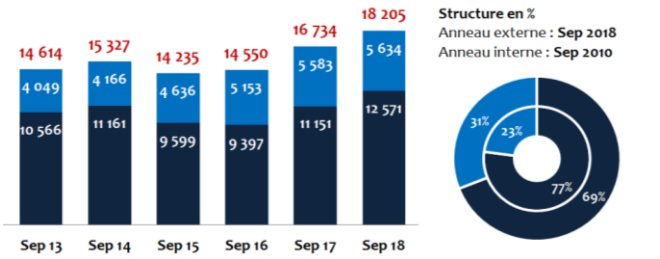
Source : Ministère du Tourisme

Pour ce qui est des nuitées réalisées dans les hôtels classés, elles ont augmenté de 8,8% à fin septembre 2018 au lieu de 15% un an auparavant, portant ainsi le taux d'occupation à 47% au lieu de 43%. Cette évolution est attribuée à la hausse

de 12,7% des nuitées des non-résidents tandis que celles réalisées par les résidents n'ont augmenté que de 0,9%.

Par destination, les plus fortes hausses ont été observées au niveau des villes de Fès (+21%), Oujda-Saïdia (+13%), Rabat (+11%), Tanger (+10%), Marrakech (+10%) et Agadir (+9%). Par pays émetteur, et à l'exception des pays arabes (-9%), tous les marchés ont enregistré de bonnes performances, notamment, la Pologne (+74%), la Hollande (+28%), les Etats-Unis (+24%), l'Espagne (+18%), la France (+13%) et l'Allemagne (+13%).

Nuitées dans les établissements classés -en milliers-
Résidents / Non-résidents / Total



Source : Ministère du Tourisme

HAUSSE DU TOURISME INTERNATIONAL DE 6% A FIN JUIN 2018…

Selon le dernier rapport du Baromètre OMT du tourisme mondial, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a augmenté de 6% au cours des six premiers mois de l'année 2018. Cette dynamique, qui a été alimentée par une demande vigoureuse en provenance des principaux marchés émetteurs, a concerné toutes les régions du monde :

-**L'Asie et le Pacifique (+7%) :** La meilleure performance a été enregistrée par l'Asie du Sud-Est (+9%).

-**L'Europe (+7%) :** La plus forte hausse a été affichée par l'Europe méridionale méditerranéenne (+9%).

-**Les Amériques (+3%) :** Cette croissance a été tirée principalement par l'Amérique du Sud (+7 %) et par l'Amérique du Nord (+5 %).

-**Le Moyen-Orient (+5%).**

-**L'Afrique (+4).**

Source : Organisation Mondiale du Tourisme

▲ **Transport :** Le trafic aéroportuaire a profité de la dynamique du secteur touristique, comme en témoigne le nombre de passagers ayant transité par les aéroports marocains qui a atteint un record de 16,8 millions à fin septembre 2018, en progression annuelle de 10,2%.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports :

Aéroports	Cumul		Var	Parts	
	Jan-Sep 17	Jan-Sep 18		2017	2018
MOHAMMED V	7 119 924	7 422 844	4,3%	46,6%	44,1%
MARRAKECH	3 126 330	3 770 783	20,6%	20,4%	22,4%
AGADIR	1 133 165	1 439 757	27,1%	7,4%	8,5%
FES - SAISS	818 166	963 091	17,7%	5,4%	5,7%
TANGER	834 001	854 524	2,5%	5,5%	5,1%
RABAT-SALE	704 373	730 359	3,7%	4,6%	4,3%
NADOR	544 263	542 893	-0,3%	3,6%	3,2%
OUJDA	505 288	540 298	6,9%	3,3%	3,2%
LAAYOUNE	153 314	166 661	8,7%	1,0%	1,0%
TOTAL	15 289 112	16 843 898	10,2%	-	-

Source : Office National des Aéroports

Parallèlement, le trafic portuaire géré par l'ANP a marqué une augmentation 3,4% à fin août 2018 contre +6,8% un an auparavant. Cette évolution provient à la fois des hausses des exportations (+1,8%) que des importations (+5,8%).

ECHANGES EXTERIEURS : Hausse du déficit commercial…

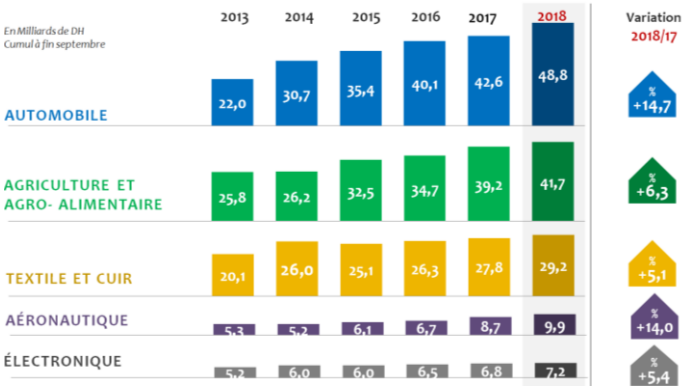
Au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, la situation des échanges extérieurs a été marquée par une augmentation du déficit commercial de 10,5 MM.DH ou 7,4% pour s'établir à 151,2 MM.DH. Cette évolution résulte de la progression de 20,6 MM.DH ou 11,3% des exportations contre +31 MM.DH ou +9,6% des importations. Ainsi, le taux de couverture s'est amélioré de 0,9 point, d'une année à l'autre, pour atteindre 57,2%.

Bonne tenue des exportations des MMM…

Au niveau des exportations, qui se sont élevées à 202,2 MM.DH, les expéditions du groupe OCP ont augmenté de 5,5 MM.DH ou 16,8%, traduisant un double effet volume et prix. Ainsi, les quantités exportées ont augmenté de 2,2% pour les phosphates et de 7,7% pour les engrais naturels et chimiques, tandis que celles relatives à l'acide phosphorique ont baissé de 1,9%. En moyenne des huit premiers mois, les prix du DAP ont augmenté de 22,7% et ceux du TSP de 20,5%, tandis que ceux des phosphates ont fléchi de 7,7%.

Hors OCP, les exportations ont affiché une progression de 11,8 MM.DH ou 7,8%, liée principalement à la bonne performance des industries liées aux métiers mondiaux du Maroc (MMM), en particulier les secteurs de l'automobile (+14,7%), du textile et cuir (+5,1%), de l'aéronautique (+14%) et de l'électronique (+5,4%).

Evolution des exportations des MMM -En MM.DH-



Source : Office des Changes

Hausse des importations des biens d'équipement …

Pour ce qui est des importations, qui se sont établies à 353,4 MM.DH, les approvisionnements en produits énergétiques ont enregistré une hausse de 9,9 MM.DH ou 19,6%, portant ainsi leur part dans le total des importations à 17,2% contre 15,7% un an auparavant. Cette évolution est liée principalement à la progression des achats de gas-oils et fuel-oils (+5,6 MM.DH ou +22,5%), suite à la hausse de 31,2% des prix tandis que les quantités ont reculé de 6,6%. En ce qui concerne les importations de produits alimentaires, elles ont augmenté de 2,7 MM.DH ou 8,5%, sous l'effet de la hausse des achats de tourteaux (+814 M.DH ou +25,9%) tandis que la facture céréalière a marqué une quasi-stabilité, recouvrant une hausse des importations de maïs et une baisse des achats de blé et d'orge en lien avec la bonne campagne agricole.

Hors énergie et produits alimentaires, les importations ont enregistré une hausse de 18,4 MM.DH ou 7,7% pour s'établir à 258 MM.DH. Les achats de biens d'équipement ont ainsi augmenté de 7,9 MM.DH ou 10%, notamment les parties d'avions (+1,8 MM.DH ou +49,8%) et les machines et appareils divers (+1,1 MM.DH ou +16,2%). De même, les importations de demi-produits et de produits bruts ont progressé de 2,5 MM.DH ou 3,5% et de 2,9 MM.DH ou 19,1% respectivement.

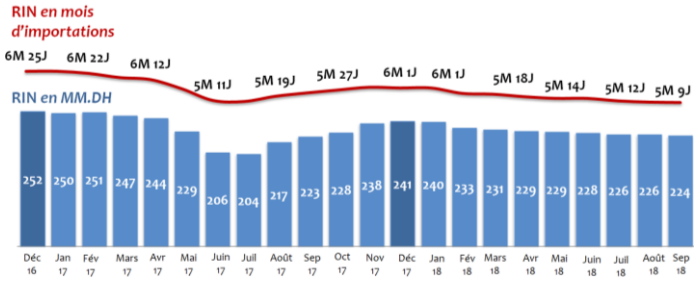
De leur côté, les importations de biens de consommation ont affiché une hausse de 5,1 MM.DH ou 6,8%, tirées notamment par celles de parties et pièces pour voitures de tourisme (+2,2 MM.DH).

Par ailleurs, les recettes voyage et les transferts des MRE ont enregistré de légères baisses de 1% et 0,2% respectivement, compte tenu particulièrement d'une contre-performance de 15% en moyenne du T3-18. Ces deux postes n'ont ainsi permis de couvrir que 69,2% du déficit commercial contre 74,8% il y a un an.

D'un autre côté, le flux des investissements directs étrangers a accusé une légère baisse de 0,5 MM.DH ou 2,7% malgré la hausse des recettes de 2 MM.DH ou 8% et ce, en raison de la hausse des dépenses de 2,6 MM.DH ou 43,6% (sous forme notamment de remboursements de prêts apparentés ou d'avances en compte courant d'associés).

Compte tenu de ces éléments, les réserves internationales nettes (RIN) ont affiché une ponction de 16,4 MM.DH ou 6,3% au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, pour revenir à 224,8 MM.DH. Cette diminution s'explique notamment par les cessions de devises aux banques par BAM (7,3 MM.DH) ainsi que par le remboursement par le Trésor des charges de la dette extérieure (8,7 MM.DH), étant précisé que les réalisations des tirages au titre des financements extérieurs du Trésor restent faibles (3,2 MM.DH). Ce niveau permet de couvrir l'équivalent de 5 mois et 9 jours d'importations de biens et services. Par ailleurs, les avoirs extérieurs nets des banques se sont renforcés passant de 27,6 MM.DH à fin décembre 2017 à 31,6 MM.DH à fin septembre 2018.

Evolution des RIN -En MM.DH et en mois d'importations de B&S-



Source : Office des Changes

FINANCES PUBLIQUES : Creusement du déficit budgétaire …

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un creusement du déficit budgétaire qui s'est élevé à 25,9 MM.DH à fin septembre 2018 contre 22,9 MM.DH à fin septembre 2017. Cette évolution a été induite essentiellement par l'augmentation des subventions du gaz butane, la baisse des dons des pays du CCG et la moins value au titre des recettes de l'IS, sachant que les dépenses au titre des biens et services sont demeurées maitrisées.

Poursuite de l'amélioration des recettes fiscales…

Les recettes fiscales ont affiché une hausse de 2,8 MM.DH ou 1,9% pour s'établir à 154,2 MM.DH, recouvrant une baisse de 551 M.DH ou 0,8% des impôts directs et une hausse de 2,8 MM.DH ou 4,5% des impôts indirects.

La baisse des impôts directs est liée principalement au recul de 1,7 MM.DH ou 4,2% des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés (IS) pour se situer à 37,6 MM.DH. Cette baisse s'explique en particulier par des résultats moins favorables en 2017 comparativement à l'exercice 2016 du secteur financier, des sociétés pétrolières, de l'agence nationale de la conservation foncière, des cimenteries, des sucriers et des sociétés de télécommunication. Par ailleurs, les recettes tirées de l'impôt sur le revenu (IR) ont augmenté de 1 MM.DH ou 3,5% pour s'établir à 30,7 MM.DH, sous l'effet particulièrement de l'amélioration des recettes au titre de l'IR sur les salaires tandis que les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont stagné à leur niveau de 2017, soit 2,9 MM.DH.

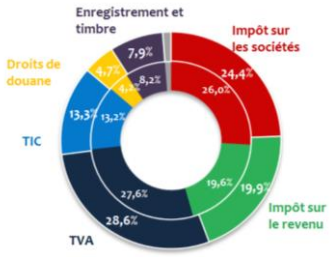
S'agissant des impôts indirects, les recettes tirées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ont marqué une hausse de 2,2 MM.DH ou 5,3%, induite par la progression aussi bien de la TVA à l'intérieur (+466 M.DH ou +3,1%) que de la TVA à l'importation (+1,7 MM.DH ou +6,6%). A noter que le montant global des remboursements de TVA à l'intérieur s'est élevé à 5,7 MM.DH à fin septembre 2018 contre +5 ,1 MM.DH à fin septembre 2017.

D'un autre côté, les recettes tirées des taxes intérieures à la consommation (TIC) se sont établies à 20,6 MM.DH, en hausse de 554 M.DH ou 2,8% par rapport au niveau enregistré durant la même période de l'année précédente. Cette progression est induite essentiellement par la hausse de 467 M.DH ou 6,5% des TIC sur les tabacs au moment où les TIC sur les produits énergétiques n'ont progressé que de 68 M.DH 0,6%.

Au niveau des droits de douane, les recettes ont affiché un accroissement de 818 M.DH ou 12,8%, en lien avec la hausse des importations de produits taxables. De leur part, les droits d'enregistrement et de timbre ont affiché une baisse de 232 M.DH ou 1,9%.

Compte tenu de ces évolutions, les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 72,9% par rapport aux prévisions de la LF18.

Recettes fiscales - Parts en %-
(Anneau Interne : Fin Sept-17/ Externe : Fin Sept-18)



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

S'agissant des **recettes non fiscales,** elles ont baissé de 886 M.DH ou 6,4%, en raison principalement du recul des dons en provenance des pays du CCG (687 M.DH contre 2,5 MM.DH). La redevance du gazoduc ayant par contre enregistré une hausse (1,3 MM.DH contre 712 M.DH).

Pour ce qui est des recettes de monopoles et participations, elles ont atteint 7,1 MM.DH à fin septembre 2018 contre 6 MM.DH un an auparavant, soit une baisse de 1,1 MM.DH ou 18,5%. Ces recettes ont été versées principalement par Maroc Télécom (1,5 MM.DH contre 1,4 MM.DH), l'ACFCC (2 MM.DH contre 1,2 MM.DH), l'OCP (2 MM.DH contre 1,3 MM.DH), Bank Al-Maghrib (457 M.DH contre 458 M.DH), l'ANRT (220 M.DH) et l'ONDA (200 M.DH contre 325 M.DH).

Recettes non fiscales En M.DH	Sept-17	Sept-18	LF-18	Taux de réalisation
Domaines	251	263	355	74%
Monopoles et participations	6 000	7 112	9 821	72%
Fonds de concours	981	242	-	-
Recettes en atténuation de dépenses de la dette	484	526	1 122	47%
Redevance Gazoduc	761	1 308	1 210	108%

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Légère hausse des dépenses ordinaires …

Les dépenses ordinaires, en s'établissant à 157,5 MM.DH, ont enregistré une hausse de 3,9 MM.DH ou 2,5% par rapport à leur niveau à fin septembre 2017. S'agissant des dépenses de fonctionnement, leur hausse est portée par les augmentations de 282 M.DH ou 0,5% des salaires et de 1,5 MM.DH ou 3,6% des dépenses au titre des autres biens et services. Ces dernières tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (11 MM.DH contre 9,6 MM.DH), aux divers établissements et entreprises publics (17,8 MM.DH contre 14,3 MM.DH) et aux comptes spéciaux du Trésor (1,8 MM.DH contre 2,6 MM.DH).

De leur côté, les dépenses au titre des intérêts de la dette sont passées de 21,5 MM.DH à 21,8 MM.DH, sous l'effet de la hausse des charges en intérêts de la dette intérieure de 439 M.DH ou 2,3%, alors que celles de la dette extérieure ont reculé de 128 M.DH ou 5,1%. Par ailleurs, les charges de la compensation ont enregistré une augmentation de 1,8 MM.DH ou 15,4%, en liaison avec la hausse de 13,9% des prix du gaz butane à fin septembre 2018.

Consolidation de l'effort d'investissement…

Les émissions au titre des dépenses d'investissement se sont chiffrées à 43,2 MM.DH, en hausse de 847 M.DH ou 2% par rapport à fin septembre 2017.

Dépenses budget général En M.DH	Sept-17	Sept-18	LF-18	Taux de réalisation
Biens et services	120 586	122 399	174 955	70%
Intérêts de Dette	21 503	21 814	27 112	81%
Compensation	11 541	13 320	13 719	97%
Investissement	42 380	43 227	60 261	72%

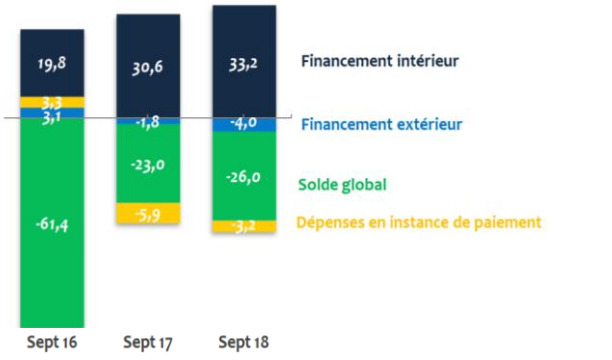
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Comparativement à la LF18, le taux d'exécution des dépenses ordinaires ressort également en ligne avec les prévisions initiales, pour s'établir à 73,6%.

Légère progression du besoin de financement du Trésor …

Compte tenu d'une baisse de 3,2 MM.DH des dépenses en instance de paiement et d'un solde positif de 5,5 MM.DH des comptes spéciaux du Trésor, le besoin de financement du Trésor s'est situé à près de 29,2 MM.DH contre 28,8 MM.DH il y a un an.

Besoins et sources de financement du Trésor -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

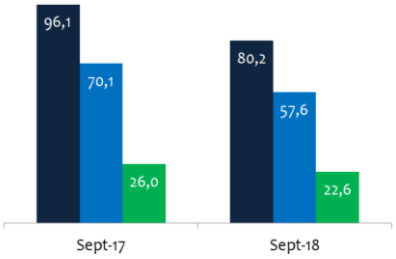
DETTE : Baisse des souscriptions des investisseurs sur le marché des bons du Trésor…

Sur le marché des adjudications, principale source de financement du Trésor, les souscriptions se sont établies à près de 80,2 MM.DH au cours des neuf premiers mois de 2018, en baisse de 15,9 MM.DH ou 16,6% par rapport au montant souscrit au cours de la même période un an auparavant.

Ce recul a concerné l'ensemble des maturités. En effet, les souscriptions à court terme ont baissé de 3% pour revenir à 45,5 MM.DH, soit 56,8% du total des levées du Trésor contre 48,8% un an auparavant. De même, les souscriptions au titre des maturités moyennes se sont repliées de 33,5% pour se situer à 22,6 MM.DH (28,2% des levées contre 35,3%). Enfin, le volume souscrit au titre des maturités longues a reculé de 20,7% pour s'établir à 12,1 MM.DH, représentant ainsi 15,1% des levées contre 15,8% un an auparavant.

De leur côté, les remboursements se sont situés à 57,6 MM.DH, en recul de 12,5 MM.DH ou 17,8%. Ainsi, l'encours de la dette intérieure s'est établi à 566,2 MM.DH, en hausse de 27,1 MM.DH ou 5% par rapport à fin 2017.

Evolution des souscriptions/remboursements et des flux -En MM.DH-

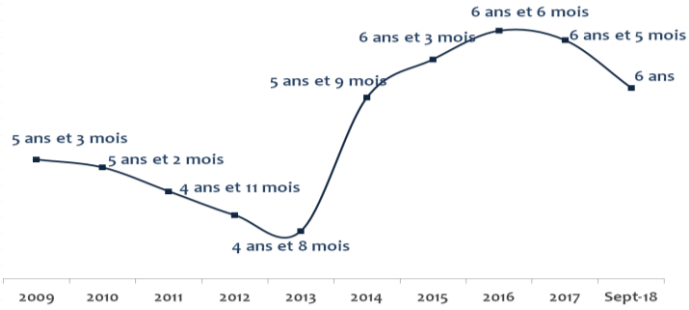


Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Légère baisse de la durée de vie moyenne de la dette intérieure du Trésor…

La concentration des levées du Trésor sur les maturités courtes a induit un léger raccourcissement de la durée de vie moyenne de la dette intérieure de 5 mois à fin septembre 2018 par rapport à fin 2017, pour s'établir à 6 ans.

Durée de vie moyenne de la dette intérieure du Trésor



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Légère hausse de la rémunération des BdT…

Les taux appliqués sur le marché primaire des bons du Trésor (BdT) se sont inscrits globalement en hausse au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, en particulier au niveau des maturités à 52 semaines (+11 pbs à 2,43%), 2 ans (+11 pbs à 2,59%) et à 5 ans (+7 pbs à 2,84%). Dans une moindre mesure, les taux des maturités à 10 ans ont marqué une légère progression de 1 pb pour s'établir à 3,30%.

Evolution des TMP des bons du Trésor sur le marché des adjudications

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Poursuite des opérations de gestion active de la dette intérieure…

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster le profil de la dette, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons portant sur un montant global de 13,4 MM.DH à fin septembre 2018 contre 19,2 MM.DH un an auparavant.

Echanges de BdT -En M.DH

Maturités	Remboursés	Emis
52 semaines	3 340	-
2 ans	1 267,3	-
5 ans	8187,6	10 439
10 ans	2332	2 126,7
15 ans	567,7	1 012,1
Total	**13 362,6**	**13 783,1**

Maintien du flux négatif du financement extérieur

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net négatif (tirages - amortissements) de 3,9 MM.DH au terme des neuf premiers mois de l'année 2018 contre -1,8 MM.DH un an auparavant. Dans cette évolution, les tirages se sont limités à 2,4 MM.DH contre 9,5 MM.DH durant la même période en 2017.

D'un autre côté, les remboursements en principal ont enregistré une baisse de 4,9 MM.DH pour s'établir à 6,4 MM.DH, sous l'effet du remboursement en juin de 2017 de la tombée de l'échéance de l'Eurobond émis en juin 2010 pour un montant de 500 M.€ au niveau du marché financier international. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 149,1 MM.DH, en baisse de 4 MM.DH ou 2,6% par rapport à fin 2017.

Globalement, la dette totale du Trésor a atteint 715,3 MM.DH à fin septembre 2018, en hausse de 23 MM.DH ou 3,3% par rapport à fin 2017 contre +24,3 MM.DH ou +3,7% au terme de la même période de l'année précédente. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par la dette intérieure avec une part de 79% alors que la dette extérieure représente 21% de l'encours global de la dette.

EMISSION INAUGURALE DE SUKUK SOUVERAINS

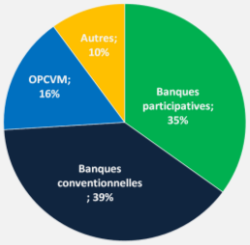
Le Maroc a émis en date du 05 octobre 2018 des Sukuk souverains pour un montant de 1 MM.DH et une durée de 5 ans.

Cette première opération de son genre, a été souscrite 3,6 fois, soit une demande de 3,6 MM.DH et un taux de satisfaction de 28%. Ces Sukuk sont adossés à un droit d'usufruit constitué, sur des actifs immobiliers appartenant à l'État, au profit du fonds de titrisation créé à cet effet par Maghreb Tirisation. Ce fonds procède à la location de ses actifs sur une période de 5 ans et les loyers annuels générés seront distribués aux porteurs de ces certificats de Sukuk.

Ces certificats de type Ijara, qui offrent un taux de rendement annuel de 2,66%, participeront au développement du marché de la finance participative et permettront d'accroitre les liquidités en provenance d'investisseurs étrangers, de diversifier les sources de financement de l'État et des secteurs public, privé et semi-privé.

Rappelons que cette première émission a été réservée aux investisseurs résidents, dont principalement les banques participatives et conventionnelles, les compagnies d'assurance, les caisses de retraite et les OPCVM.

Répartition des souscriptions par profil d'investisseurs :



MONNAIE & CREDIT : Hausse de la masse monétaire

Au terme du mois de septembre 2018, l'agrégat M3 a enregistré une hausse de 19 MM.DH ou 1,5% par rapport à fin décembre 2017 contre +41 MM.DH ou +3,4% à la même période de l'année précédente pour atteindre 1287,4 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

▲ **Circulation fiduciaire** : +15,8 MM.DH ou +7,2% contre +16,04 MM.DH ou +7,9% ;

▲ **Monnaie scripturale** : +11,2 MM.DH ou +1,9% contre +22,7 MM.DH ou +4,1%, *traduisant les hausses des dépôts à vue auprès des banques (+5,7 MM.DH ou +1,1% contre +20,1 MM.DH ou +4,1%) et du Trésor (+4,4 MM.DH ou +7,9% contre +2,3 MM.DH ou +4,7%) ;*

▲ **Compte d'épargne auprès des banques** : +4,3 MM.DH ou +2,8% au lieu de +5,7 MM.DH ou +3,9% ;

▼ **Autres actifs monétaires** : -12,5 MM.DH ou -4,1% contre -3,4 MM.DH ou -1,1%, *recouvrant, d'un côté, des baisses des titres OPCVM monétaires (-6,5 MM.DH ou -10,8% contre -418 M.DH ou -0,7%) et des valeurs données en pension (-2,1 MM.DH ou -21,6% contre +8,7 MM.DH ou +153,8%).*

La création monétaire constatée durant les neuf premiers mois de l'année 2018 est attribuée principalement aux créances nettes des ID sur l'AC (+18,6 MM.DH ou +11,1% contre +21,9 MM.DH ou +15,4%). De même, les créances sur l'économie ainsi que les autres contreparties de M3 ont progressé de 13 MM.DH ou 1,3% et de 8,4 MM.DH ou 11,7% respectivement contre +26,7 MM.DH ou +2,8% et +26,1 MM.DH ou +67%. Ces évolutions reflètent des contributions positives à la création monétaire de 3,2 points globalement. A l'inverse, les réserves internationales nettes ont accusé une baisse de 16,4 MM.DH ou 6,8% contre -25,9 MM.DH ou -10,4% un an auparavant, avec une contribution négative à la création monétaire de 1,3 point.

De leur côté, les ressources à caractère non monétaire ont augmenté de 4,7 MM.DH ou 2,3% contre +7,7 MM.DH ou +4,2%, soit une contribution négative de 0,4 point.

Progression des crédits bancaires

A fin septembre 2018, l'augmentation des créances sur l'économie traduit des progressions aussi bien des crédits bancaires (+8,2 MM.DH ou +1% contre +12,1 MM.DH ou +1,5%) que des titres (+3,4 MM.DH ou +3,2% contre +10 MM.DH ou +9,7%).

Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement des crédits accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont accusé une baisse de 12 MM.DH ou 10,3% contre -13,2 MM.DH ou -11%, l'additionnel des crédits bancaires ressort à 20,2 MM.DH ou 2,8% contre 25,3 MM.DH ou 3,6%.

Par secteur institutionnel, la progression des crédits bancaires constatée durant les neuf premiers mois de l'année 2018 provient essentiellement des prêts alloués aux SNF et aux ménages. En effet, l'offre attribuée aux SNF publiques a augmenté de 4 MM.DH ou 8,1% après +1,2 MM.DH ou +2,7% et celle aux SNF privées s'est accrue de 3,9 MM.DH ou 1,1% contre +10,1 MM.DH ou +3%.

De son côté, l'additionnel des crédits destinés aux ménages s'est stabilisé au même niveau que celui de l'année dernière, soit +11 MM.DH ou +3,5%.

Par objet économique, cette évolution recouvre les éléments suivants :

▲ **Facilité de trésorerie** : +9,3 MM.DH ou +5,6% contre -1,4 MM.DH ou -0,8%, attribuée essentiellement aux facilités consenties aux sociétés non financières (SNF) privées (+5,9 MM.DH ou +4,2% contre +4,9 MM.DH ou +3,5%) et aux ménages (+2,3 MM.DH ou +14,3% au lieu de +496 M.DH ou +3,3%);

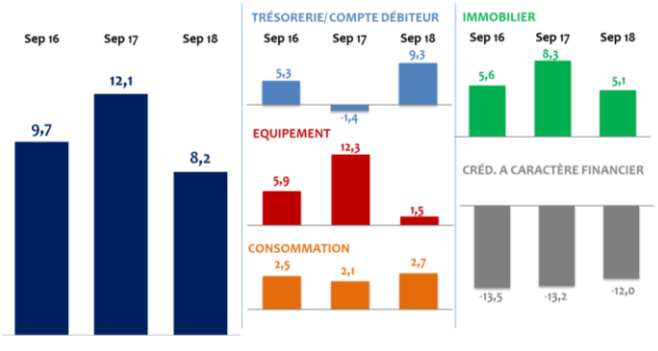
▲ **Crédits immobiliers** : +5,1 MM.DH ou +2% contre +8,3 MM.DH ou +3,4%, *recouvrant une appréciation des crédits à l'habitat (+5,2 MM.DH ou +2,6% contre +6,2 MM.DH ou +3,3%) et une baisse de ceux destinés à la promotion immobilière (-297 M.DH ou -0,5% contre +3 MM.DH ou +5,3%) reflétant la méforme du secteur de la construction ;*

▲ **Crédits à l'équipement** : +1,5 MM.DH ou +0,9% contre +12,3 MM.DH ou +8,1%, *ayant davantage profité aux entreprises publiques. Cet additionnel recouvre, d'un côté, une progression exceptionnelle des crédits accordés au secteur primaire (+6,1 MM.DH ou +47,2% au lieu de +348 M.DH ou +2,8%) et de l'autre, des baisses de ceux octroyés aux secteurs secondaire (-1,6 MM.DH ou -2% contre +3,2 MM.DH ou +4,4%) et tertiaire (-3,1 MM.DH ou -4% contre +8,8 MM.DH ou +12,8%) ;*

▲ **Crédits à la consommation** : +2,7 MM.DH ou +5,2% après +2,1 MM.DH ou +4,2%, *portés essentiellement par les ventes automobiles ;*

▲ **Créances en souffrance (CES)** : +2 MM.DH ou +3,1% contre +2,1 MM.DH ou +3,3%, *recouvrant une hausse des CES des ménages (+1,5 MM.DH ou +6,2% contre +2,7 MM.DH ou +12,1%) plus rapide que celles des SNF privées (+471 M.DH ou +1,2% contre -760 M.DH ou -2%). Le poids des CES dans le total des crédits bancaires est passé à 7,7% à fin septembre 2018 après 7,8% un mois auparavant et 7,5% en décembre 2017.*

Flux des crédits bancaires des neuf premiers mois -En MM.DH-



Source : Bank Al-Maghrib

Notons que la **structure des emplois des banques** demeure marquée par la prépondérance des crédits bancaires avec une part qui a baissé de 64,4% à 63,4% à fin septembre 2018 en une année et ce, au profit des titres émis par l'AC (10,5% au lieu de 10%) et, dans une moindre mesure, des créances sur les non-résidents (4,4% contre 4%). Par ailleurs, la part des autres emplois est restée stable autour de 21,7%.

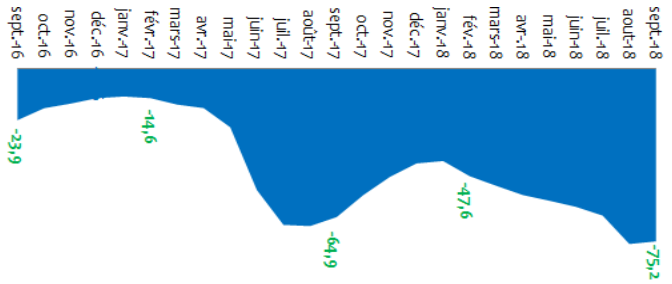
Allègement des besoins de trésorerie bancaires…

Le déficit de liquidité bancaire s'est allégé de 1,1 MM.DH en septembre, après un resserrement qui s'est maintenu durant les huit premiers mois de l'année 2018, pour revenir à 75,2 MM.DH en moyenne mensuelle contre 76,3 MM.DH un mois auparavant. Cette situation s'explique essentiellement par la baisse de la circulation fiduciaire de 3,7 MM.DH ou 1,5%, tandis que les RIN ont continué à exercer un effet restrictif avec une nouvelle ponction mensuelle de 1,3 MM.DH ou 0,6%. Par rapport au début de l'année, le creusement du besoin en liquidité est revenu à 33 MM.DH, reflétant particulièrement la hausse de la circulation fiduciaire de 16 MM.DH ou 7,2% et la baisse des RIN de 16,4 MM.DH ou 6,8%.

Dans ces conditions, et afin de maintenir le taux interbancaire à des niveaux proches du taux directeur, BAM a réduit en septembre 2018 le montant de ses avances à 7 jours sur appels d'offres de 2,1 MM.DH, les ramenant à 71,9 MM.DH en moyenne mensuelle contre 74 MM.DH un mois auparavant. En outre, elle a augmenté les prêts garantis accordés dans le cadre du programme de soutien au financement de la TPME à 2,8 MM.DH en moyenne au lieu de 1,2 MM.DH le mois précédent.

Globalement, le volume total des interventions de BAM sur le marché monétaire est revenu à 74,7 MM.DH en moyenne du mois de septembre contre 75,2 MM.DH un mois auparavant et 45,2 MM.DH en décembre 2017.

Évolution de la liquidité bancaire -En MM.DH-



Source : Bank Al-Maghrib

Evolution contrastée des taux d'intérêt…

Compte tenu de l'allégement du déficit de liquidité bancaire enregistré, **le TMP interbancaire** est revenu en moyenne à 2,27% en mois de septembre 2018 après 2,30% en août 2018 et 2,28% en décembre 2017.

Pour ce qui est **des taux créditeurs,** les TMP des dépôts à 6 mois et à 12 mois ont accusé en septembre 2018 des baisses respectives de 2 et 6 pbs par rapport au mois de décembre 2017 pour s'établir à 2,85% et 3,05%.

S'agissant des **taux débiteurs,** le taux moyen global au titre du T3-18 ressort à 5,35%, en baisse de 1 pb par rapport au trimestre précédent sous l'effet du repli des taux assortissant les crédits à l'équipement (-35 pbs), les crédits à la consommation (-25 pbs) et ceux immobiliers (-12 pbs). En revanche, les taux appliqués aux facilités de trésorerie ont affiché une hausse de 7 pbs.

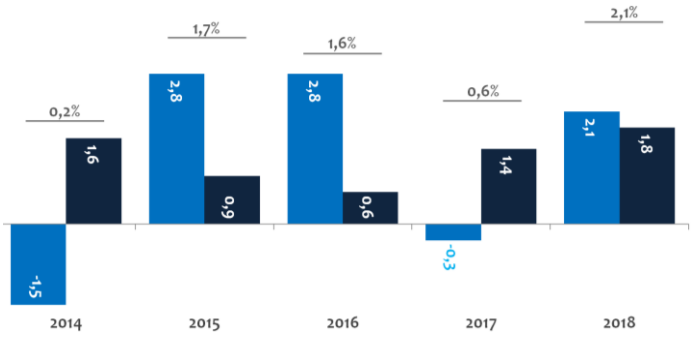
PRIX : Hausse du taux d'inflation…

Au cours du mois de septembre 2018, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,3%, recouvrant une augmentation de 0,5% des prix des produits non alimentaires et un repli de 0,2% de ceux des produits alimentaires.

Les principales baisses parmi les produits alimentaires ont concerné les prix des « légumes » (-2%), du « lait, fromage et œufs » (-1,2%) et les « viandes » (-1,1%). En revanche, les prix ont augmenté de 3,5% pour les « fruits » et de 0,3% pour les « poissons et fruits de mer ».

En moyenne des neuf premiers mois, le taux d'inflation s'est accéléré passant de 0,6% en 2017 à 2,1% en 2018. Cette évolution provient des prix des produits alimentaires (+2,1% contre -0,3%) et, dans une moindre mesure, de ceux des produits non alimentaires (+1,8% contre +1,4%).

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire - Moyenne 9 mois en % -

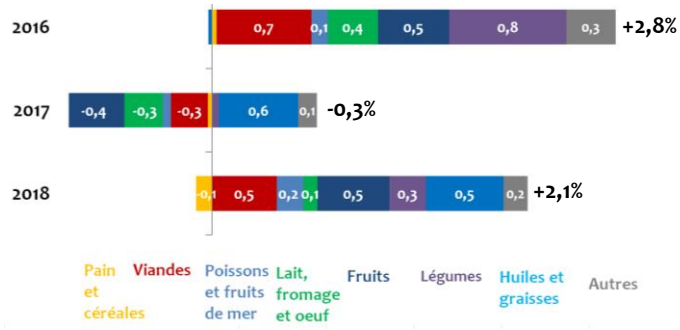


Source : Haut-commissariat au Plan

Ainsi, l'évolution des prix des produits alimentaires recouvre les variations suivantes :

- A la hausse : les « fruits » (+6,5%), les « huiles et graisses » (+4,8%), les « poissons et fruits de mer » (+3,5%), les « légumes » (+2,1%) et les « viandes » (+2,1%). Ces cinq classes de produits, dont la pondération dans l'indice des prix des produits alimentaires est de **58%**, ont contribué à hauteur de **90% à la hausse du niveau de l'inflation alimentaire ;**
- A la baisse : le « pain et céréales » (-0,7%).

Contributions à l'inflation alimentaire - En point de % -



Source : Haut-Commissariat au Plan

Pour sa part, l'inflation sous-jacente, qui traduit la tendance fondamentale des prix, s'est située à 1,4% au lieu de 1,2% un an auparavant.

ACTIVITE ET EMPLOI : Baisse du taux de chômage...

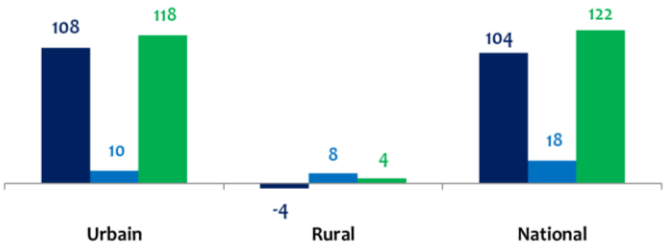
Entre le T3-17 et le T3-18, la population active âgée de 15 ans et plus a progressé de 0,5% au niveau national pour atteindre 11.697 mille personnes. Ainsi et compte tenu d'une hausse de 1,7% de la population en âge d'activité, le taux d'activité a continué a reculé en revenant de 45,5% au T3-17 à 45% au T3-18.

En ce qui concerne l'emploi, 104 mille postes d'emplois rémunérés ont été créés au cours de cette période, recouvrant une création de 108 mille postes en milieu urbain et une destruction de 4 mille postes en milieu rural. De son côté, l'emploi non rémunéré a augmenté de 18 mille postes, dont 10 mille en zones urbaines et 8 mille en zones rurales.

Le volume de l'emploi est ainsi passé de 10.403 mille postes au T3-17 à 10.525 mille au T3-18, soit une création nette de 122 mille nouveaux postes, dont 118 mille en milieu urbain et 4 mille en milieu rural.

Création nette d'emplois selon le milieu de résidence au T2-18

- En millier - **Emploi rémunéré** / **Emploi non rémunéré** / **Emploi total**

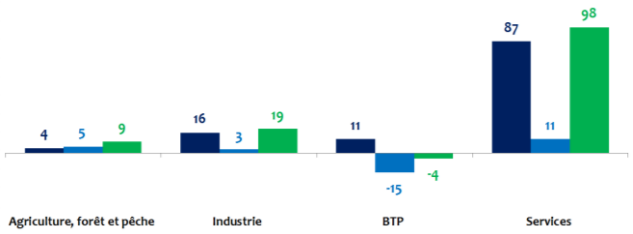


Source : Haut-commissariat au Plan

Au niveau sectoriel, et à l'exception du BTP qui a perdu 4 mille postes après une création de 7 mille un an auparavant, tous les autres secteurs ont vu leur volume d'emploi augmenter au cours de cette période. En effet, le secteur des « services » a crée 98 mille postes de travail au niveau national contre 20 mille un an auparavant. Ces nouveaux postes ont concerné principalement les branches des « services personnels et domestiques », du « commerce de détail hors magasin » et de la « restauration et hôtellerie ».

Au niveau du secteur de « l'industrie y compris l'artisanat », 19 mille nouveaux postes ont été créés contre 15 mille il y a un an et ce, principalement par la branche de « l'industrie de l'habillement ». De son côté, le secteur de « l'agriculture, forêt et pêche » a enregistré une hausse de son volume d'emploi de 9 mille postes après 47 mille au cours de la même période de l'année précédente.

Créations nettes d'emplois par secteur d'activité économique entre T3-17 et T3-18 - En millier - **Urbain** / **Rural** / **National**



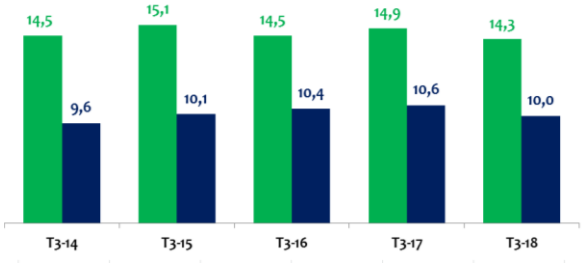
Source : Haut-commissariat au Plan

S'agissant de la population active en chômage, elle est revenue de 1.236 mille personnes à 1.172 mille entre T3-17 et T3-18, soit une baisse de 64 mille chômeurs où 5,2%, dont 35 mille en milieu rural et 29 mille en milieu urbain. Le taux de chômage s'est ainsi amélioré de 0,6 point pour revenir à 10% au niveau national.

Selon le milieu de résidence, ce taux a reculé de 0,6 point en milieu urbain pour s'établir à 14,3% suite à la baisse du taux chômage parmi les personnes ayant un diplôme (-1 point à 18,9%), les jeunes âgées entre 15 et 24 ans (-0,5 point à 44,7%) et entre 25 et 34 ans (-0,5 point à 20,8%) et les personnes âgées entre 35 et 44 ans (-0,6 point à 6,8%).

En milieu rural, le taux de chômage s'est replié de 0,7 point pour revenir à 3,9% sous l'effet d'une baisse du chômage parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 (-2,3 points à 11,1%) et les personnes ayant un diplôme (-1,7 point à 10,6%).

Taux de chômage - En % - **Urbain** / **National**



Source : Haut-commissariat au Plan

Pour ce qui est de la population active occupée en situation de sous-emploi, elle a diminué de 0,5% pour s'établir à 1.022 mille personnes. Le taux de sous-emploi s'est amélioré de 0,2 point pour ressortir à 9,7% au niveau national suite à une baisse de ce taux de 0,2 point dans les campagnes à 11,6% et de 0,1 point dans les villes à 8,2%.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Sep 17/16		Sep 18/17	
PECHE							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	988 241	931 681	884 019	-56 560	-5,7%	-47 662	-5,1%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	4 919 490	5 256 467	5 831 595	336 977	6,8%	575 128	10,9%
MINES (en 1000 tonnes)							
Phosphates	19 705	24 087	25 532	4 383	22,2%	1 445	6,0%
Acide phosphorique	3 638	4 234	4 593	596	16,4%	360	8,5%
Engrais	4 457	6 232	6 821	1 775	39,8%	589	9,5%
ENERGIE (GWH)							
Consommation d'électricité	22 488	23 401	23 053	914	4,1%	-349	-1,5%
Energie totale appelée	26 626	27 920	28 060	1 294	4,9%	141	0,5%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	69,3%	61,0%	60,9%	-8,3	pts	-0,1	pt
B.T.P							
Ventes de ciment (1000 T)	10 509	10 072	9 799	-438	-4,2%	-272	-2,7%
TOURISME							
Total des arrivées (en millier)	8 131	8 856	9 553	725	8,9%	697	7,9%
Nuitées touristiques	14 552 271	16 734 217	18 204 815	2 181 946	15,0%	1 470 598	8,8%
Non-résidents	9 398 434	11 150 894	12 571 099	1 752 460	18,6%	1 420 205	12,7%
Touristes internes	5 153 837	5 583 323	5 633 716	429 486	8,3%	50 393	0,9%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				**Sep 17/ Déc 16**		**Sep 18/ Déc 17**	
Monnaie fiduciaire	205 707	224 945	238 360	21 702	10,7%	19 522	8,9%
Monnaie scripturale	525 005	556 397	595 234	7 756	1,4%	3 618	0,6%
Placements à vue	144 634	150 405	157 649	4 201	2,9%	3 770	2,4%
Autres actifs monétaires	304 786	305 953	299 846	1 627	0,5%	-4 347	-1,4%
Masse monétaire M3	1 180 132	1 237 700	1 291 089	35 286	2,9%	22 563	1,8%
Réserves internationales nettes	249 145	217 302	225 753	-31 939	-12,8%	-15 191	-6,3%
Créances sur l'économie	934 371	977 021	1 007 543	19 374	2,0%	18 160	1,8%
dont Crédits bancaires à l'économie	818 098	830 205	851 357	12 107	1,5%	8 208	1,0%
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)				**Sep 17/16**		**Sep 18/17**	
Recettes ordinaires	**126 200**	**167 428**	**169 305**	**41 228**	**32,7%**	**1 877**	**1,1%**
Recettes fiscales	**108 777**	**151 374**	**154 180**	**42 597**	**39,2%**	**2 806**	**1,9%**
Impôt sur les sociétés	33 986	39 316	37 650	5 330	15,7%	-1 666	-4,2%
Impôt sur le revenu	29 100	29 712	30 738	612	2,1%	1 026	3,5%
Taxe sur la valeur ajoutée	39 249	41 816	44 033	2 567	6,5%	2 217	5,3%
Taxes intérieures à la consommation	19 805	20 011	20 565	206	1,0%	554	2,8%
Droits de douane	6 935	6 406	7 224	-529	-7,6%	818	12,8%
Enregistrement et timbre	12 144	12 414	12 182	270	2,2%	-232	-1,9%
Dépenses ordinaires	**149 961**	**153 630**	**157 533**	**3 669**	**2,4%**	**3 903**	**2,5%**
Personnel	78 397	78 567	78 849	170	0,2%	282	0,4%
Autres biens et services	40 534	42 019	43 550	1 485	3,7%	1 531	3,6%
Intérêts de la dette	22 418	21 503	21 814	-915	-4,1%	311	1,4%
Compensation	8 612	11 541	13 320	2 929	34,0%	1 779	15,4%
Solde ordinaire	**-23 761**	**13 798**	**11 773**	**37 559**		**-2 025**	
Dépenses d'équipement	**43 721**	**42 380**	**43 227**	**-1 341**	**-3,1%**	**847**	**2,0%**
Solde global	**-61 406**	**-22 972**	**-25 975**	**38 434**		**-3 003**	
DETTE DU TRESOR (MM.DH)				**Sep 17/Déc 16**		**Sep 18/Déc 17**	
Dette totale du Trésor	**644,0**	**677,9**	**715,3**	**24,3**	**3,7%**	**23,0**	**3,3%**
Dette extérieure	143,9	142,6	149,1	-0,2	-0,1%	-4,0	-2,6%
Dette intérieure	500,1	535,3	566,2	24,5	4,8%	27,0	5,0%
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)				**Sep 17/16**		**Sep 18/17**	
Importations	**301 242**	**322 406**	**353 440**	**21 164**	**7,0%**	**31 034**	**9,6%**
Facture énergétique	39 331	50 707	60 647	11 376	28,9%	9 941	19,6%
Blé	9 254	6 749	6 671	-2 506	-27,1%	-78	-1,2%
Hors énergie	252 657	264 950	286 122	12 294	4,9%	21 171	8,0%
Exportations	**164 816**	**181 645**	**202 205**	**16 829**	**10,2%**	**20 560**	**11,3%**
Phosphates et dérivés	29 664	29 565	38 299	-98	-0,3%	8 734	29,5%
Hors Phosphates et dérivés	135 152	152 080	163 906	16 928	12,5%	11 826	7,8%
Textile et cuir	26 344	27 778	29 152	1 434	5,4%	1 374	4,9%
Composants automobiles	40 088	42 579	48 854	2 491	6,2%	6 275	14,7%
Electronique	6 523	6 844	7 161	321	4,9%	317	4,6%
Aéronautique	6 719	8 673	10 552	1 954	29,1%	1 879	21,7%
Déficit commercial	**-136 426**	**-140 761**	**-151 235**	**-4 335**	**3,2%**	**-10 474**	**-7,4%**
Taux de couverture	**54,7%**	**56,3%**	**57,2%**	**1,6**		**0,9**	
Recettes Voyages	**51 373**	**55 382**	**54 830**	**4 009**	**7,8%**	**-552**	**-1,0%**
Recettes M.R.E	**48 655**	**49 860**	**49 756**	**1 205**	**2,5%**	**-104**	**-0,2%**
Recettes IDE	**23 227**	**25 486**	**27 534**	**2 259**	**9,7%**	**2 048**	**8,0%**

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE	T3-16	T3-17	T3-18
Création d'emploi	-73 000	89 000	122 000
Taux de chômage	10,4%	10,6%	10%
Milieu urbain	14,5%	14,9%	14,3%
Chômage des jeunes (25-34 ans)	20,7%	21,3%	20,8%
Chômage des diplômés	19,8%	19,9%	18,9%
PRIX (Jan-...)	**Sep 16**	**Sep 17**	**Sep 18**
Inflation	1,6%	0,6%	2,1%
dont Produits alimentaires	2,8%	-0,3%	2,1%
Produits non alimentaires	0,6%	1,4%	1,8%

An 2 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM -

PRODUIT INTERIEUR BRUT

Évolution annuelle en %	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P*
Etats-Unis	1,8	2,3	2,2	2,4	2,6	1,5	2,2	2,9
Japon	-0,6	1,5	1,6	0,0	1,1	1,0	1,7	1,1
Zone Euro	1,5	-0,7	-0,4	1,1	2,0	1,8	2,4	2,0
France	2,0	0,3	0,7	0,6	1,1	1,1	2,3	1,6
Allemagne	3,4	0,9	0,2	1,6	1,5	1,9	2,5	1,9
Italie	0,4	-2,4	-1,7	-0,3	0,8	0,9	1,5	1,2
Espagne	0,1	-1,6	-1,2	1,4	3,2	3,3	3,0	2,7
Pays en développement	6,2	5,1	5,0	4,6	4,3	4,4	4,7	4,7

Évolution trimestrielle en %-	Par rapport au trimestre précédent				Par rapport au même trimestre de l'année n-1			
	T4-17	T1-18	T2-18	T3-18	T4-17	T1-18	T2-18	T3-18
Etats-Unis	0,6	0,5	1,0	0,9	2,5	2,6	2,9	3,0
Zone Euro	0,7	0,4	0,4	0,2	2,7	2,4	2,2	1,7
France	0,7	0,2	0,2	0,4	2,8	2,1	1,7	1,5
Allemagne	0,5	0,4	0,5	-0,2	2,8	2,0	1,9	1,2
Italie	0,3	0,3	0,2	0,0	1,6	1,3	1,2	0,8
Espagne	0,7	0,6	0,6	0,6	3,1	2,8	2,5	2,5

INFLATION / CHÔMAGE en %	Déc 16	Déc 17	Août 18	Sep 18	Déc 16	Déc 17	Août 18	Sep 18
Etats-Unis	2,1	2,1	2,7	2,3	4,7	4,1	3,9	3,7
Zone Euro	1,1	1,4	2,0	2,1	9,7	8,7	8,1	8,1
France	0,8	1,2	2,6	2,5	9,9	9,2	9,3	9,3
Allemagne	1,7	1,6	1,9	2,2	3,9	3,6	3,4	3,4
Espagne	1,4	1,2	2,2	2,3	18,5	16,5	15,0	14,9

MATIERES PREMIERES	Déc 16	Déc 17	Sep 18	Oct 18	Oct/Sep 18	Oct 18/Déc 17
Pétrole ($/bbl)	54	64	79	80	2,0%	25,7%
Gasoil NWE ($/t)	492	572	698	725	3,9%	26,7%
Butane ($/t)	436	560	638	609	-4,5%	8,8%
Blé tendre Fr ($/t)	182	191	238	235	-1,1%	23,5%
Blé tendre US ($/t)	186	219	241	239	-0,7%	9,0%
Sucre brut Ny ($/t)	443	343	278	314	13,0%	-8,3%
Plomb ($/t)	2210	2510	2023	1988	-	-

INDICES BOURSIERS	Déc 16	Déc 17	Sep 18	Oct 18	Oct/Sep 18	Oct 18/Déc 17
NASDAQ	5413	6890	7975	7527	-5,6%	9,3%
S&P 498	2247	2664	2900	2785	-3,9%	4,5%
CAC38	4764	5373	5355	5170	-3,4%	-3,8%
MSCI Emerging Market	859	1126	1029	981	-4,7%	-12,9%

TAUX DE CHANGE	Déc 16	Déc 17	Sep 18	Oct 18	Oct/Sep 18	Oct 18/Déc 17
Euro/Dollar	1,053	1,183	1,166	1,149	-1,5%	-2,9%
Euro/Dirham	10,638	11,131	10,970	10,901	-0,6%	-2,1%
Dollar/Dirham	10,105	9,408	9,408	9,489	0,9%	0,9%

*** Prévisions du FMI : Octobre 2018**

An 3: PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2015				2016				2017				2018	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Agriculture	12,7%	13,8%	12,4%	8,7%	-10,9%	-12,8%	-13,6%	-13,7%	14,2%	17,5%	14,5%	13,1%	2,5%	3,0%
Pêche	19,7%	2,8%	9,6%	3,0%	12,7%	3,8%	4,1%	1,3%	-8,1%	-7,3%	5,9%	-10,5%	5,0%	-13,3%
Industrie d'extraction	-10,1%	-2,3%	1,1%	3,4%	8,2%	-1,1%	-1,6%	3,7%	6,1%	28,5%	17,8%	16,8%	16,6%	-1,1%
Industrie de transformation	3,7%	2,0%	1,2%	2,3%	0,9%	-0,2%	0,4%	2,1%	2,3%	1,8%	1,6%	2,7%	3,2%	2,7%
Electricité et eau	10,1%	5,0%	4,8%	5,0%	1,2%	-0,7%	5,0%	4,5%	-0,9%	5,0%	1,0%	6,5%	4,0%	3,1%
Bâtiment et travaux publics	0,0%	-0,2%	0,0%	2,9%	3,0%	1,5%	1,2%	1,1%	-0,4%	-1,1%	0,9%	1,3%	2,3%	0,9%
Commerce	-1,8%	-1,1%	0,2%	5,0%	3,4%	6,5%	3,0%	3,7%	4,2%	3,6%	3,4%	3,7%	5,8%	4,2%
Hôtels et restaurants	-1,1%	-4,3%	0,4%	-0,2%	-0,8%	-2,0%	7,7%	9,6%	7,7%	8,7%	8,1%	9,0%	4,5%	6,1%
Transports	2,4%	2,5%	3,6%	4,1%	1,4%	0,1%	3,8%	3,4%	4,8%	4,5%	5,7%	6,6%	-2,4%	5,0%
Postes et télécommunications	1,4%	2,2%	3,2%	4,0%	6,5%	5,4%	4,8%	3,1%	3,5%	1,8%	2,1%	2,9%	7,8%	2,5%
Activités financières et assurances	2,5%	2,6%	1,5%	3,8%	1,1%	0,4%	1,6%	1,6%	2,7%	3,2%	2,6%	1,8%	0,4%	1,9%
Services rendus aux Entpses et services personnels	3,1%	3,5%	4,2%	5,5%	4,6%	4,0%	4,1%	3,3%	4,6%	4,3%	4,3%	4,1%	4,5%	2,8%
Adm. publique générale et sécurité sociale	0,7%	0,7%	0,5%	0,0%	0,7%	0,8%	1,3%	0,8%	1,9%	1,1%	1,2%	1,4%	6,7%	3,1%
Education, santé et action sociale	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	1,3%	1,4%	2,4%	2,1%	-1,1%	-1,8%	-1,8%	0,3%	3,6%	0,2%
Impôts sur les produits nets des subventions	21,8%	18,1%	15,2%	18,3%	8,8%	10,4%	9,9%	5,2%	3,0%	0,8%	1,6%	2,5%	2,5%	1,8%
PIB en volume	**4,6%**	**4,2%**	**4,2%**	**5,2%**	**1,6%**	**1,0%**	**1,3%**	**1,0%**	**3,8%**	**4,2%**	**3,8%**	**4,1%**	**3,3%**	**2,4%**
PIB en valeur	**6,3%**	**6,4%**	**7,0%**	**7,1%**	**1,7%**	**1,7%**	**2,2%**	**2,5%**	**4,1%**	**4,0%**	**3,3%**	**4,1%**	**2,9%**	**4,2%**
PIB hors agriculture	3,7%	3,0%	3,2%	4,7%	3,2%	2,8%	3,3%	2,9%	2,5%	2,5%	2,5%	3,1%	3,1%	2,3%

An 4: INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP –

	T3						2018/17		
	2017			2018					
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	6 766	4 873	11 639	6 855	4 842	11 697	89	-31	58
Taux de féminisation de la population active	21,9	26,2	23,7	21,5	25,8	23,3	-0,4	-0,4	-0,4
Taux d'activité	**41,5**	**52,4**	**45,5**	**41,1**	**51,9**	**45,0**	**-0,4**	**-0,5**	**-0,5**
Selon le sexe									
Hommes	66,7	77,0	70,5	66,4	76,7	70,2	-0,3	-0,3	-0,3
Femmes	17,8	27,6	21,3	17,2	26,9	20,6	-0,6	-0,7	-0,7
Selon l'age									
11 -24 ans	22,5	33,1	26,8	20,7	31,9	25,2	-1,8	-1,2	-1,6
21 -34 ans	58,2	61,6	59,4	58,0	62,1	59,4	-0,2	0,5	0,0
31 -44 ans	57,4	66,6	60,6	56,7	66,6	60,0	-0,7	0,0	-0,6
41 ans et plus	34,5	54,0	41,3	34,6	53,1	41,1	0,1	-0,9	-0,2
Selon le diplôme									
Sans diplôme	35,6	54,8	44,9	35,3	54,5	44,4	-0,3	-0,3	-0,5
Ayant un diplôme	46,4	46,1	46,3	45,7	45,3	45,6	-0,7	-0,8	-0,7
Population active occupée	5755	4648	10403	5873	4652	10525	118	4	122
Taux d'emploi	**35,3**	**50,0**	**40,7**	**35,2**	**49,9**	**40,5**	**-0,1**	**-0,1**	**-0,2**
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	97,2	68,3	84,3	97,1	68,2	84,3	-0,1	-0,1	0,0
Salariés	67,0	43,4	58,4	66,4	43,6	58,3	-0,6	0,2	-0,1
Auto-employés	33,0	56,6	41,6	33,7	56,4	41,7	0,7	-0,2	0,1
Population active occupée sous employée	479	548	1027	484	538	1022	5	-10	-5
Taux de sous-emploi	8,3	11,8	9,9	8,2	11,6	9,7	**-0,1**	**-0,2**	**-0,2**
Population active en chômage	1011	225	1236	982	190	1172	-29	-35	-64
Taux de féminisation	37,0	19,9	33,9	34,6	19,4	32,1	-2,4	-0,5	-1,8
Taux de chômage	**14,9**	**4,6**	**10,6**	**14,3**	**3,9**	**10,0**	**-0,6**	**-0,7**	**-0,6**
Selon le sexe									
Hommes	12,1	5,0	9,2	11,9	4,3	8,9	-0,2	-0,7	-0,3
Femmes	25,2	3,5	15,1	23,1	3,0	13,8	-2,1	-0,5	-1,3
Selon l'âge									
15-24 ans	45,2	13,4	29,3	44,7	11,1	27,5	-0,5	-2,3	-1,8
25-34 ans	21,3	5,9	15,6	20,8	5,8	15,4	-0,5	-0,1	-0,2
35-44 ans	7,4	2,4	5,5	6,8	2,0	5,0	-0,6	-0,4	-0,5
45 ans et plus	3,3	1,1	2,3	3,8	0,8	2,5	0,5	-0,3	0,2
Selon le diplôme									
Sans diplôme	7,0	2,3	4,2	7,0	1,8	4,0	0,0	-0,5	-0,2
Ayant un diplôme	19,9	12,3	18,2	18,9	10,6	17,1	-1,0	-1,7	-1,1

An 5: SECTEUR AGRICOLE - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau -

	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018
Situation des barrages (au 31 oct)				
Réserves en eau Milliards de m^3	10,5	6,7	5,5	8,8
Taux de remplissage	67,7%	43,1%	36,5%	58,0%
Production (en million quintaux)				
Blé dur	24,0	8,7	22,0	24,2
Blé tendre	56,0	18,6	48,9	49,1
Orge	35,0	6,2	24,7	29,2
Céréales d'automne	**115,0**	**33,5**	**96,5**	**103**
Exportations (en mille tonnes)				
Primeurs	900	904	1 065	
Agrumes	585	461	531	

Source: Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

* production attendue

An 6: PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches -

Poids en Tonnes / Valeur en KDH	Sep 17		Sep 18		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	931 681	5 256 467	884 019	5 831 595	-5,1%	10,9%
Débarquements par port						
Méditérranée	19 493	507 967	18 538	538 857	-4,9%	6,1%
Atlantique	912 188	4 748 500	865 481	5 292 738	-5,1%	11,5%
Débarquements par éspèce						
Poissons blancs	53 864	1 015 341	46 545	984 801	-13,6%	-3,0%
Poissons pélagiques	832 823	2 059 870	793 726	2 074 913	-4,7%	0,7%
Céphalopodes	36 437	1 952 326	35 966	2 562 468	-1,3%	31,3%
Crustacés et coquillages	3 358	215 176	3 836	195 573	14,2%	-9,1%
Algues	5 199	13 754	3 946	13 840	-24,1%	0,6%
Destination des produits (en tonnes)		**% du total**		**% du total**	**Variation**	
Consommation	254 594	27,3%	230 555	26,1%	-9,4%	
Conserves	169 754	18,2%	232 175	26,3%	36,8%	
Industrie de Farine/Huile de poisson	103 529	11,1%	32 821	3,7%	-68,3%	
Congélation	403 765	43,3%	388 467	43,9%	-3,8%	
Autres	39	-	1	-	-	

An 7: PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes -

En 1000 Tonnes	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Sep 17/16		Sep 18/17	
				Volume	%	Volume	%
PHOSPHATES BRUTS							
Production marchande	19 705	24 087	25 532	4 383	22,2%	1 445	6,0%
PRODUITS DERIVES							
Acide phosphorique	3 638	4 234	4 593	596	16,4%	360	8,5%
Engrais naturel et chimique	4 457	6 232	6 821	1 775	39,8%	589	9,5%

An 8: CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

En 1000 Tonnes	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Sep 17/16		Sep 18/17	
				Volume	%	Volume	%
Consommation nationale	**10 509**	**10 072**	**9 799**	**-438**	**-4,2**	**-272**	**-2,7**

An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Sep 16/15		Sep 17/ 16	
				GWh	%	GWh	%
Énergie appelée nette (en GWh)	**26 626**	**27 920**	**28 060**	**1 294**	**4,9**	**141**	**0,5**
Production nette totale ONEE	**7 574**	**7 917**	**8 263**	**342**	**4,5**	**347**	**4,4**
Hydraulique	1 340	1 285	1 539	-55	-4,1	254	19,8
Thermique	5 760	6 168	6 289	408	7,1	121	2,0
Parc eolien	474,2	463,6	435,2	-11	-2,2	-28	-6,1
Pompage STEP	-401,5	-363	-295	38	-9,6	68	-18,7
Production concessionnelle	**14 581**	**14 515**	**15 553**	**-66**	**-0,5**	**1 038**	**7,2**
Apport des tiers	**4 187**	**5 084**	**3 211**	**897**	**21,4**	**-1 873**	**-36,8**
Auto producteurs	62,9	240,4	66,9	177,5	282,4	-173,5	-72,2
Echanges (Algérie-Espagne)	4 124	4 844	3 144	720	17,5	-1 700	-35,1
Energies renouvelables	**723**	**812**	**1 360**	**89**	**0,1**	**548**	**67,5**
Consommation des auxilliaires	**-37,3**	**-43,8**	**-31,1**	**-6,5**	**17,4**	**12,7**	**-29,0**
Ventes ONE (en GWh) :	**22 488**	**23 401**	**23 053**	**913,6**	**4,1**	**-349**	**-1,5**
THU, HU et MT dont :	16 975	17 755	17 389	781	4,6	-366	-2,1
Régies	9 494	9 735	9 778	241	2,5	43	0,4
Autres abonnés	7 481	8 020	7 611	539	7,2	-410	-5,1
Basse tension	5 513	5 646	5 664	133	2,4	18	0,3

An 10: INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

Base 100 = 2010	T2			variation	
	2016	2017	2018	2017/16	2018/17
MINES	**101,1**	**134,5**	**132,3**	**33,0%**	**-1,6%**
Minerais métalliques	99,1	100,1	101,6	1,0%	1,5%
Produits divers des industries extractives	101,2	136,3	133,9	34,7%	-1,8%
INDUSTRIES MANUFACTURIERES HORS RAFFINAGE DE PETROLE	**112,1**	**114,0**	**117,4**	**1,7%**	**3,0%**
Produits des industries alimentaires	109,6	118,5	119,8	8,1%	1,1%
Tabac manufacturé	109,1	109,9	112,3	0,7%	2,2%
Produits de l'industrie textile	100,9	101,7	103,9	0,8%	2,2%
Articles d'habillement et fourrures	115,7	124,7	127,0	7,8%	1,8%
Cuirs, articles de voyage, chaussures	75,9	73,2	73,4	-3,6%	0,3%
Produits du travail du bois	71,5	72,3	67,8	1,1%	-6,2%
Papiers et cartons	103,5	98,6	116,2	-4,7%	17,8%
Produits de l'édition, produits imprimes ou reproduits	116,2	123,1	128,0	5,9%	4,0%
Produits chimiques	127,2	134,1	140,2	5,4%	4,5%
Produits en caoutchouc ou en plastique	113,1	112,0	103,1	-1,0%	-7,9%
Autres produits minéraux non métalliques	100,6	89,2	95,9	-11,3%	7,5%
Produits métalliques	114,9	102,6	106,4	-10,7%	3,7%
Produits du travail des métaux	108,2	107,3	109,1	-0,8%	1,7%
Machines et équipements	98,0	102,7	101,9	4,8%	-0,8%
Machines et appareils électriques	91,3	84,7	83,6	-7,2%	-1,3%
Equipements de radio, télévision et communication	139,2	139,3	139,2	0,1%	-0,1%
Instruments médicaux, de précision, d'optique et horlogerie	228,2	224,4	229,5	-1,7%	2,3%
Produits de l'industrie automobile	137,2	144,2	152,0	5,1%	5,4%
Autres matériels de transport	140,7	150,8	160,5	7,2%	6,4%
Meubles, industrie diverses	96,4	95,9	98,8	-0,5%	3,0%
ELECTRICITE	**126,5**	**133,2**	**137,2**	**5,3%**	**3,0%**

An 11: ARRIVEES ET NUITEES TOURISTIQUES - Source : Ministère du Tourisme -

	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Sep 17/16	Sep 18/17
Arrivées par pays (milliers)					
France	2 623	2 789	2 996	6,3	7,4
Espagne	1 751	1 883	1 988	7,5	5,6
Allemagne	468	528	580	12,8	9,8
Angleterre	474	495	516	4,4	4,2
Italie	311	329	375	5,8	14,0
Belgique	476	507	523	6,5	3,2
Hollande	455	490	517	7,7	5,5
USA	202	249	285	23,3	14,5
AUTRES PAYS	1 371	1 587	1 772	15,8	11,7
TOTAL	**8 131**	**8 856**	**9 553**	**8,9**	**7,9**
dont: MRE	4 338	4 563	4 654	5,2	2,0
TES	3 793	4 293	4 899	13,2	14,1
Nombre de nuitées*	**14 552 271**	**16 734 217**	**18 204 815**	**15,0**	**8,8**
Non-résidents, dont :	**9 398 434**	**11 150 894**	**12 571 099**	**18,6**	**12,7**
France	2 752 990	3 203 050	3 618 708	16,3	13,0
Espagne	449 825	535 093	633 642	19,0	18,4
Allemagne	797 280	1 190 889	1 341 445	49,4	12,6
Angleterre	1 353 066	1 432 701	1 510 170	5,9	5,4
Résidents	**5 153 837**	**5 583 323**	**5 633 716**	**8,3**	**0,9**
Nuitées par touriste non-résident	**1,2**	**1,3**	**1,3**	**0,1**	**0,1**
Taux d'occupation	**43**	**43**	**47**	**0,0**	**4,0**
dont Marrakech	53	52	58	-1	6,0
Agadir	54	55	62	1	7,0
Tanger	46	46	51	0	5,0
Fès	29	33	38	4	5,0

*** Nuitées réalisées dans les hôtels classés.**

An 12: CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE –

	Sep 16	Sep 17	Sep 18 (1)	2017/16		2018/17		LF 2018 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	126 200	167 428	169 305	41 228	32,7	1 877	1,1	236 813	71,5
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	126 200	167 428	169 305	41 228	32,7	1 877	1,1	236 813	71,5
Recettes fiscales	108 777	151 374	154 180	42 597	39,2	2 806	1,9	211 375	72,9
Impôts directs, dont	**64 640**	**70 727**	**70 176**	**6 087**	**9,4**	**-551**	**-0,8**	**97 059**	**72,3**
Impôt sur les sociétés	33 986	39 316	37 650	5 330	15,7	-1 666	-4,2	51 169	73,6
Impôt sur le revenu	29 100	29 712	30 738	612	2,1	1 026	3,5	41 748	73,6
Impôts indirects	**25 058**	**61 827**	**64 598**	**36 769**	**146,7**	**2 771**	**4,5**	**87 107**	**74,2**
T.V.A	39 249	41 816	44 033	2 567	6,5	2 217	5,3	59 816	73,6
Intérieure	14 011	15 221	15 687	1 210	8,6	466	3,1		
Importation	25 238	26 595	28 346	1 357	5,4	1 751	6,6		
T.I.C	19 805	20 011	20 565	206	1,0	554	2,8	27 291	75,4
Tabacs	7 041	7 196	7 663	155	2,2	467	6,5		
Produits énergétiques	11 639	11 601	11 669	-38	-0,3	68	0,6		
Droits de douane	**6 935**	**6 406**	**7 224**	**-529**	**-7,6**	**818**	**12,8**	**9 688**	**74,6**
Enregistrement et timbre	**12 144**	**12 414**	**12 182**	**270**	**2,2**	**-232**	**-1,9**	**17 521**	**69,5**
Recettes non fiscales	16 459	13 850	12 964	-2 609	-15,8	-886	-6,4	22 138	58,6
Recettes non fiscales Hors privatisation	**16 459**	**13 850**	**12 964**	**-2 609**	**-15,8**	**-886**	**-6,4**	**22 138**	**58,6**
Monopoles et exploitation	6 892	6 000	7 112	-892	-12,9	1 112	18,5	9 821	72,4
Autres recettes	9 567	7 850	5 852	-1 717	-17,9	-1 998	-25,5	12 317	47,5
Privatisation	0	0	0					0	
Recettes de certains comptes spéciaux	964	2 204	2 161	1 240	128,6	-43	-2,0	3 300	65,5
Fonds spécial des prix	225	251	240	26	11,6	-11	-4,4	600	40
Fonds spécial routier	1 889	1 953	1 921	64	3,4	-32	-1,6	2 700	71
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	187 606	190 400	195 280	2 794	1,5	4 880	2,6	276 087	70,7
Dépenses ordinaires	149 961	153 630	157 533	3 669	2,4	3 903	2,5	215 826	73,0
Biens et services	**118 931**	**120 586**	**122 399**	**1 655**	**1,4**	**1 813**	**1,5**	**174 995**	**69,9**
Personnel	78 397	78 567	78 849	170	0,2	282	0,4	108 854	72,4
Autres Biens et services	40 534	42 019	43 550	1 485	3,7	1 531	3,6	66 141	65,8
Dette publique	**22 418**	**21 503**	**21 814**	**-915**	**-4,1**	**311**	**1,4**	**27 112**	**80,5**
Intérieure	19 848	18 995	19 434	-853	-4,3	439	2,3	23 470	82,8
Extérieure	2 570	2 508	2 380	-62	-2,4	-128	-5,1	3 642	65,3
Compensation	**8 612**	**11 541**	**13 320**	**2 929**	**34,0**	**1 779**	**15,4**	**13 719**	**97,1**
SOLDE ORDINAIRE	-23 761	13 798	11 773	37 559		-2 025		20 987	
Dépenses de capital	43 721	42 380	43 227	-1 341	-3,1	847	2,0	60 261	71,7
dont fonds spécial routier	1 977	2 262	1 957					2 700	
Solde net des autres comptes spéciaux	6 076	5 610	5 480					6 000	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	**-61 406**	**-22 972**	**-25 975**					**-33 274**	
DEPENSES EN INSTANCE DE PAIEMENT	**3 327**	**-5 854**	**-3 215**					**0**	
BGSOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	**-58 079**	**-28 826**	**-29 190**					**-33 274**	
Financement intérieur	19 784	30 590	33 159	10 806		2 569		13 507	
Financement extérieur	3 133	-1 764	-3 970	-4 896		-2 206		19 767	

An 13: ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR - Source : DTFE -

MATURITE	Déc 17	Souscriptions	Remboursements	Sep 18	Flux
LONG TERME	320 478	18 455	5 826	333 107	12 629
Adjudications (long terme)	298 838	12 075	3 430	307 483	8 644
30 ans Adjudications	19 958	0	0	19 958	0
20 ans Adjudications	56 977	105	0	57 082	105
15 ans Adjudications	123 665	3 093	3 430	123 328	-337
10 ans Réserve d'investissement	212	0	0	212	0
10 ans Adjudications	98 240	8 876	0	107 116	8 876
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0
Autres	21 428	6 380	2 395	25 413	3 985
MOYEN TERME	140 581	22 591	13 275	149 896	9 316
Adjudications (moyen terme)	140 581	22 591	13 275	149 896	9 316
5 ans Compte Convertible à terme	0	0	0	0	0
5 ans Adjudications	140 581	22 591	13 275	149 896	9 316
COURT TERME	77 337	45 494	40 945	81 886	4 549
Adjudications (court terme)	77 288	45 494	40 945	81 837	4 549
03 semaines Adjudications	0	0	0	0	0
13 semaines Adjudications	418	811	929	300	-118
26 semaines Adjudications	1 165	100	1 265	0	-1 165
52 semaines Adjudications	24 693	11 132	21 911	13 914	-10 779
Bons à 6 mois	50	0	0	50	0
1 an activité socio-économique	0	0	0	0	0
2 ans Adjudications	51 012	33 451	16 840	67 623	16 611
TOTAL	538 396	86 540	60 046	564 890	26 494

An 14: ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR - Source : DTFE -

	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Sep 18/ Sep 17		Sep 17/ Sep 16	
				M.DH	%	M.DH	%
SERVICE	8 532	13 791	8 744	-5 047	-36,6	5 259	61,6
AMORTISSEMENTS	5 980	11 295	6 364	-4 931	-43,7	5 315	88,9
INTERETS	2 552	2 496	2 380	-116	-4,6	-56	-2,2
TIRAGES	9 113	9 497	2 395	-7 102	-74,8	384	4,2
	Déc 15	Déc 16	Déc 17	Déc 17 / Déc 16		Déc 16/ Déc 15	
STOCK DE LA DETTE (en MM.DH)	**140,8**	**142,8**	**153,1**	**10,3**	**7,2**	**2,0**	**1,4**

An 15: MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib –

En Millions de DH *AID : Autres Instititions de Dépôts*	Sep 17	Déc 17	Sep 18	Sep 17/Déc 16		Sep 18/17		Sep 18/Déc 17	
				M.DH	%	M.DH	%	M.DH	%
CONTREPARTIES DE M3									
Réserves Internationales Nettes	217 302	240 944	225 753	-31939	-12,8%	8 451	3,9%	-15 191	-6,3%
Créances nettes sur l'Administration centrale	165 034	167 782	176 641	22 655	15,9%	11 607	7,0%	8 859	5,3%
Créances nettes de BAM	-2 217	170	-1 741	-1 956	749,4%	476	-21,5%	-1 911	-1124,1%
Créances nettes des AID	167 251	167 612	178 382	24 611	17,3%	11 131	6,7%	10 770	6,4%
Créances sur l'économie	977 021	989 383	1 007 543	19 374	2,0%	30 522	3,1%	18 160	1,8%
Créances de BAM	1 465	1 180	1 186	370	33,8%	-279	-19,0%	6	0,5%
Créances des AID	975 556	988 203	1 006 357	19 004	2,0%	30 801	3,2%	18 154	1,8%
Ressources à caractère non monétaire	190 625	201 608	202 986	4 851	2,6%	12 361	6,5%	1 378	0,7%
Capital et réserves des ID	136 702	137 895	136 795	3 041	2,3%	93	0,1%	-1 100	-0,8%
BAM	16 563	16 053	13 955	763	4,8%	-2 608	-15,7%	-2 098	-13,1%
AID	120 139	121 842	122 840	2 278	1,9%	2 701	2,2%	998	0,8%
Engagements non monétaires des ID	53 923	63 713	66 191	1 810	3,5%	12 268	22,8%	2 478	3,9%
Dépôts exclus de M3	7 451	8 167	7 479	-1 705	-18,6%	28	0,4%	-688	-8,4%
Crédits	11 661	15 640	15 159	1 475	14,5%	3 498	30,0%	-481	-3,1%
Titres autres qu'actions exclus de M3	34 078	39 220	42 900	1 625	5,0%	8 822	25,9%	3 680	9,4%
Autres ressources	733	686	653	415	130,5%	-80	-10,9%	-33	-4,8%
Autres contreparties de M3	68 967	72 026	84 139	30 047	77,2%	15 172	22,0%	12 113	16,8%
Total des contreparties	1 237 699	1 268 527	1 291 090	35 286	2,9%	53 391	4,3%	22 563	1,8%
AGREGATS DE MONNAIE									
Circulation fiduciaire	224 945	218 838	238 360	21 702	10,7%	13 415	6,0%	19 522	8,9%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	239 532	231 784	255 440	23 785	11,0%	15 908	6,6%	23 656	10,2%
Encaisses des banques (à déduire)	14 587	12 946	17 080	2 083	16,7%	2 493	17,1%	4 134	31,9%
Monnaie scripturale	556 397	591 616	595 234	7 756	1,4%	38 837	7,0%	3 618	0,6%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	2 304	1 870	3 106	64	2,9%	802	34,8%	1 236	66,1%
Dépôts à vue auprès des banques	502 458	533 779	534 266	5 845	1,2%	31 808	6,3%	487	0,1%
Dépôts à vue auprès du Trésor	51 635	55 967	57 862	1 847	3,7%	6 227	12,1%	1 895	3,4%
M1	781 342	810 454	833 594	29 458	3,9%	52 252	6,7%	23 140	2,9%
Placements à vue	150 405	153 879	157 649	4 201	2,9%	7 244	4,8%	3 770	2,4%
Comptes d'épargne auprès des banques	150 405	153 879	157 649	4 201	2,9%	7 244	4,8%	3 770	2,4%
M2	931 747	964 333	991 243	33 659	3,7%	59 496	6,4%	26 910	2,8%
Autres actifs Monétaires	305 953	304 193	299 846	1 627	0,5%	-6 107	-2,0%	-4 347	-1,4%
M3	1 237 700	1 268 526	1 291 089	35 286	2,9%	53 389	4,3%	22 563	1,8%

An 16: Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH	Sep 17	Déc 17	Sep 18	Sep 17/Déc 16		Sep 18/17		Sep 18/Déc 17	
				M.DH	%	M.DH	%	M.DH	%
Créances des ID par objet économique	977 020	989 382	1 007 543	19 373	2,0	30 523	3,1	18 161	1,8
Créances des AID	975 555	988 202	1 006 357	19 003	2,0	30 802	3,2	18 155	1,8
Crédits des AID	836 331	850 386	855 870	10 565	1,3	19 539	2,3	5 484	0,6
Crédits bancaires	827 089	843 149	847 755	8 991	1,1	20 666	2,5	4 606	0,5
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	170 578	167 383	173 052	-2 150	-1,2	2 474	1,5	5 669	3,4
Crédits à l'équipement	162 531	170 583	173 404	9 612	6,3	10 873	6,7	2 821	1,7
Crédits immobiliers	255 215	257 655	263 097	8 318	3,4	7 882	3,1	5 442	2,1
Crédits à l'habitat	194 531	195 826	200 281	5 808	3,1	5 750	3,0	4 455	2,3
Crédits aux promoteurs immobiliers	58 727	60 101	59 765	3 220	5,8	1 038	1,8	-336	-0,6
Crédits à la consommation	50 876	50 954	53 673	2 144	4,4	2 797	5,5	2 719	5,3
Créances diverses sur la clientèle	124 112	132 949	118 093	-11 354	-8,4	-6 019	-4,8	-14 856	-11,2
Crédits à caractère financier	107 587	116 300	101 678	-13 062	-10,8	-5 909	-5,5	-14 622	-12,6
Autres crédits	16 526	16 648	16 416	1 709	11,5	-110	-0,7	-232	-1,4
Créances en souffrance	63 777	63 625	66 436	2 421	3,9	2 659	4,2	2 811	4,4
Titres	110 464	108 065	119 883	8 359	8,2	9 419	8,5	11 818	10,9
Titres autres qu'actions	17 911	18 093	20 475	-400	-2,2	2 564	14,3	2 382	13,2
Actions et autres titres de participation	92 553	89 972	99 408	8 759	10,5	6 855	7,4	9 436	10,5
Autres	28 760	29 751	30 604	79	0,3	1 844	6,4	853	2,9
Créances de BAM	1 465	1 180	1 186	370	33,8	-279	-19,0	6	0,5
Crédits	731	732	752	4	0,6	21	2,9	20	2,7

An 17: TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Sep 17	Déc 17	Sep 18	Sep 18/ 17	Sep 18/ Déc 17
Taux de dépôts à 6 mois	2,83	2,87	2,71	-0,06	-0,03
Taux de dépôts à 12 mois	3,11	3,11	3,06	-0,03	-0,01
Taux des comptes sur carnet	1,86	1,86	1,88	0,03	-0,02
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	13,90	13,90	13,60	-0,30	-0,30
Taux interbancaire	2,30	2,28	2,30	0,00	0,02
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	2,25	2,25	2,25	0,00	0,00
Taux des avances à 24h	3,25	3,25	3,25	0,00	0,00
Taux des reprises de liquidité	1,75	1,75	1,75	0,00	0,00
Taux de facilité de dépôt	1,25	1,25	1,25	0,00	0,00
Taux adjudications (TMP)					
13 Sem.	2,18	2,17	2,20	0,02	0,03
26 Sem.	2,15	2,19	2,19	0,04	0,00
52 Sem.	2,37	2,32	2,40	0,03	0,08
2 Ans	2,48	2,48	2,58	0,10	0,10
5 Ans	2,85	2,77	2,82	-0,03	0,05
10 Ans	3,27	3,28	3,28	0,01	0,00
15 Ans	3,87	3,69	3,70	-0,17	0,01
20 Ans	4,06	3,98	3,98	-0,08	0,00
30 Ans	4,45	4,41	4,41	-0,04	0,00

An 18: ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Sep 2018	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Appel d'offres		Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Encours	Volume	TMP
	Demandé	Offert						
1	83 370	79 000	0	2 800	0	5 151	-	2,29
2	83 370	79 000	0	2 800	0	5 151	-	2,29
3	83 370	79 000	0	2 800	0	6 606	3 191	2,27
4	83 370	79 000	0	2 800	0	6 571	3 156	2,27
5	83 370	79 000	0	2 800	0	5 374	1 959	2,26
6	75 800	72 000	0	2 800	0	5 854	2 439	2,25
7	75 800	72 000	0	2 800	0	5 608	2 193	2,26
8	75 800	72 000	0	2 800	0	5 608	-	2,26
9	75 800	72 000	0	2 800	0	5 608	-	2,26
10	75 800	72 000	0	2 800	0	5 386	1 771	2,26
11	75 800	72 000	0	2 800	0	5 386	-	2,26
12	75 800	72 000	0	2 800	0	7 616	3 991	2,26
13	71 450	67 000	0	2 800	0	8 542	5 217	2,25
14	71 450	67 000	0	2 800	0	8 909	5 589	2,26
15	71 450	67 000	0	2 800	0	8 909	-	2,26
16	71 450	67 000	0	2 800	0	8 909	-	2,26
17	71 450	67 000	0	2 800	0	7 046	3 726	2,26
18	71 450	67 000	0	2 800	0	7 795	4 475	2,27
19	71 450	67 000	0	2 800	0	6 267	3 077	2,25
20	78 760	72 000	0	2 800	0	5 488	1 598	2,25
21	78 760	72 000	0	2 800	0	5 779	1 889	2,26
22	78 760	72 000	0	2 800	0	5 779	-	2,26
23	78 760	72 000	0	2 800	0	5 779	-	2,26
24	78 760	72 000	0	2 800	0	6 474	2 694	2,27
25	78 760	72 000	0	2 800	0	6 581	2 801	2,26
26	78 760	72 000	0	2 800	0	8 069	4 289	2,28
27	73 160	71 000	0	2 800	0	6 649	3 319	2,27
28	73 160	71 000	0	2 800	0	6 476	2 736	2,30
29	73 160	71 000	0	2 800	0	6 476	-	2,30
30	73 160	71 000	0	2 800	0	6 476	-	2,30
MOY du mois	76 385	71 867	0	2 800	0	6 476	3 164	2,27
MOY du mois m-1	74 788	74 136	0	1 200	0	5 476	3 062	2,30

An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca -

	Sep 17	Déc 17	Sep 18	Sep 18/17		Sep 18/ Déc 17	
				M.DH	%	M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	**40 975**	**69 737**	**30 353**	**-10 622**	**-25,9**		
Marché central	**30 293**	**39 797**	**23 585**	**-6 707**	**-22,1**	**30 293**	**39 797**
Actions	30 280	39 489	23 538			30 280	39 489
Obligations	13	308	48			13	308
Marché de blocs	**7 913**	**25 736**	**4 399**	**-3 514**	**-44,4**	**7 913**	**25 736**
Actions	6 609	24 051	3 732	-2 877	-44	6 609	24 051
Obligations	1 304	1 684	668	-637	-49	1 304	1 684
Introductions	**300**	**657**	**794**	**494**	**164,8**	**300**	**657**
Actions							
Obligations							
Augmentation de Capital	**1 038**	**1 435**	**1 097**				
Offre publique	**67**	**67**	**0**				
Transferts	**249**	**623**	**329**				
Apports de titres	**1 115**	**1 423**	**148**				
CAPITALISATION BOURSIERE	**615 698**	**626 965**	**578 698**	**-37 000**	**-6,0**	**-48 267**	**-7,7**
Banques	209 738	215 475	200 799	-8 940	-4,3	-14 676	-6,8
Sociétés Financières	10 033	10 011	9 803	-230	-2,3	-209	-2,1
Sociétés de financement	7 246	6 992	6 995	-251	-3,5	3	0,0
Sociétés de portefeuille-Holding	2 787	3 019	2 808	21	0,8	-212	-7,0
Industrie	202 217	212 355	184 509	-17 707	-8,8	-27 846	-13,1
Agroalimentaire	33 413	33 294	31 284	-2 129	-6,4	-2 011	-6,0
Bâtiments et matériaux de construction	70 038	76 077	65 248	-4 790	-6,8	-10 829	-14,2
Boissons	11 078	11 132	10 588	-490	-4,4	-544	-4,9
Chimie	1 562	1 475	1 372	-190	-12,2	-104	-7,0
Equipement électronique et électrique	427	301	280	-147	-34,4	-20	-6,7
Sylviculture et papier	91	85	54	-37	-40,8	-31	-36,6
Ingénierie & Biens d'Equipement industriels	299	299	233	-65	-21,8	-65	-21,9
Industrie pharmaceutique	4 032	4 100	3 835	-197	-4,9	-265	-6,5
Télécommunications	120 524	117 799	125 359	4 835	4,0	7 560	6,4
Assurances	27 767	29 126	24 449	-3 319	-12,0	-4 678	-16,1
Distributeurs	13 499	13 756	13 066	-433	-3,2	-690	-5,0
Technologie de l'information	2 589	2 936	3 197	608	23,5	261	8,9
Autres services	29 331	25 507	17 517	-11 814	-40,3	-7 989	-31,3
MASI	**12 140**	**12 389**	**11 336**	-805	**-6,6**	-1 053	**-8,5**
MADEX	**9 877**	**10 100**	**9 215**	-662	**-6,7**	-885	**-8,8**

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes -

	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Sep 17/16		Sep 18/17	
				M.DH	%	M.DH	%
BALANCE COMMERCIALE							
TOTAL DES IMPORTATIONS	301 242	322 406	353 440	21 164	7,0	31 034	9,6
Alimentation boissons et tabacs	32 699	32 012	34 727	-687	-2,1	2 715	8,5
Blé	9 254	6 749	6 671	-2 506	-27,1	-78	-1,2
Energie et lubrifiants	39 331	50 707	60 647	11 376	28,9	9 941	19,6
Produits bruts	13 273	15 147	18 045	1 874	14,1	2 898	19,1
Demi-produits	69 046	71 455	73 965	2 409	3,5	2 510	3,5
Produits finis	146 870	152 981	165 921	6 111	4,2	12 941	8,5
Biens d'équipement	75 271	78 792	86 657	3 522	4,7	7 864	10,0
Biens de consommation	71 599	74 188	79 264	2 589	3,6	5 076	6,8
TOTAL DES EXPORTATIONS	164 816	181 645	202 205	16 829	10,2	20 560	11,3
Alimentation boissons et tabacs	31 431	35 634	37 703	4 203	13,4	2 069	5,8
Agrumes	1 623	1 935	2 038	312	19,2	103	5,3
Energie et lubrifiants	1 410	1 629	2 072	219	15,5	443	27,2
Produits bruts	12 563	14 894	15 021	2 331	18,6	127	0,9
Phosphates	5 555	6 300	6 045	745	13,4	-255	-4,0
Demi-produits	34 887	38 712	44 978	3 825	11,0	6 266	16,2
Dérivés de phosphates	24 109	23 266	32 254	-843	-3,5	8 989	38,6
Produits finis	83 733	90 209	102 173	6 476	7,7	11 964	13,3
Or industriel	792	567	258	-225	-28,4	-309	-54,5
TOTAL DES ECHANGES	466 058	504 051	555 645	37 993	8,2	51 594	10,2
SOLDE COMMERCIAL	-136 426	-140 761	-151 235	-4 335	-3,2	-10 474	-7,4
TAUX DE COUVERTURE	54,7	56,3	57,2	1,6		0,9	
RECETTES VOYAGES	51 373	55 382	54 830	4 009	7,8	-552	-1,0
TRANSFERTS M.R.E.	48 655	49 860	49 756	1 205	2,5	-104	-0,2
RECETTES DES IDE	23 227	25 486	27 534	2 259	9,7	2 048	8,0

An 21: INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP -

Groupes	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Var moy. Janv-... en %		
				2016/15	2017/16	2018/17
PRODUITS ALIMENTAIRES	128,9	128,0	127,2	2,8	-0,3	2,1
1 Produits alimentaires et boissons	129,3	128,1	126,8	2,9	-0,4	1,8
2 Boissons alcoolisées, Tabac et Stupéfiants	122,7	125,3	138,5	2,1	0,7	12,1
PPODUITS NON ALIMENTAIRES	110,7	112,1	114,4	0,6	1,4	1,8
3 Articles d'habillement et chaussures	114,0	115,8	117,1	1,1	1,4	1,0
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	114,0	115,4	116,7	1,0	1,1	0,9
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	109,3	109,9	111,3	0,5	0,5	0,9
6 Santé	104,5	105,3	105,7	0,3	0,7	0,5
7 Transports	109,4	110,7	113,0	-0,8	1,8	1,5
8 Communications	59,5	59,4	59,2	-0,1	-0,2	-0,2
9 Loisirs et culture	98,6	98,8	99,6	1,6	0,7	0,7
10 Enseignement	145,1	148,4	153,4	2,2	2,8	2,2
11 Restaurants et hôtels	126,5	130,7	132,5	2,5	3,2	2,0
12 Biens et services divers	114,4	115,6	122,9	0,2	0,7	6,5
Indice général	118,2	118,7	120,0	1,6	0,6	2,1

An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Sep 16	Sep 17	Sep 18	Var moy. Janv-... en %		
				2016/15	2017/16	2018/17
Industries extractives	**100,2**	**100,2**	**100,2**	**-0,4**	**-0,1**	**0,1**
Extraction d'Hydrocarbures	115,1	115,1	115,1	0,0	0,0	0,0
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0
Autres Industries Extractives	100,1	100,2	100,2	-0,5	0,0	0,1
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	**106,5**	**107,2**	**110,5**	**-0,5**	**0,6**	**2,4**
Industries alimentaires	107,7	107,9	107,4	-0,3	0,1	0,4
Fabrication de Boissons	116,6	116,6	116,7	0,0	0,0	0,3
Fabrication de produits à base de tabac	117,0	117,0	117,0	3,2	0,0	0,0
Fabrication de textiles	100,0	99,1	101,1	0,0	-1,3	1,7
Industrie d'habillement	107,2	106,7	108,0	0,2	0,1	0,3
Industrie de cuir et de la chaussure	108,1	111,1	112,0	0,1	2,7	0,8
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	115,2	114,6	116,2	0,9	-0,3	0,6
Industrie du papier et du carton	97,7	98,2	98,9	-2,3	0,1	0,6
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	103,5	103,5	103,5	0,0	0,0	0,0
Industrie chimique	111,7	113,5	133,0	-1,1	2,8	10,2
Industrie pharmaceutique	95,0	94,5	94,3	-1,0	-0,3	-0,2
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	114,1	113,3	112,6	2,8	-0,6	-0,4
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	107,3	108,4	109,8	-0,6	0,3	2,7
Métallurgie	101,4	102,0	100,6	-2,7	0,3	-0,3
Fabrication de produits métalliques	98,7	101,5	102,6	-0,5	2,1	1,4
Fabrication de produits informatique	100,9	100,6	100,2	-0,1	0,4	-1,4
Fabrication d'équipements électriques	101,3	109,0	111,2	-3,1	1,4	7,7
Fabrication de machines et équipements n.c.a	103,1	103,1	103,2	0,1	0,0	-0,1
Industrie automobile	99,7	99,0	99,3	0,0	-0,7	0,1
Fabrication d'autres matériels de transport	100,4	100,4	100,4	0,0	0,0	0,0
fabrication de meubles	105,1	107,7	111,6	0,0	2,3	2,7
Autres industries manufacturés	101,9	102,7	102,1	0,0	0,7	-0,5
Production et Distribution d'Electricité	**111,0**	**115,3**	**115,3**	**3,9**	**3,9**	**0,0**
Production et Distribution d'Electricité	111,0	115,3	115,3	3,9	3,9	0,0
Production et Distribution d'Eau	**119,0**	**119,0**	**119,0**	**6,0**	**0,0**	**0,0**